



**HAL**  
open science

## La maison Ollendorff Splendeurs et misères d'une grande maison littéraire Au tournant des XIXe et XXe siècles

Olivier Bessard-Banquy

### ► To cite this version:

Olivier Bessard-Banquy. La maison Ollendorff Splendeurs et misères d'une grande maison littéraire Au tournant des XIXe et XXe siècles. Revue française d'histoire du livre, 2016. hal-02521787

**HAL Id: hal-02521787**

**<https://hal.science/hal-02521787v1>**

Submitted on 27 Mar 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**La maison Ollendorff**

Splendeurs et misères d'une grande maison littéraire  
Au tournant des XIXe et XXe siècles

Olivier Bessard-Banquy

Aujourd'hui disparue, la maison de Paul Ollendorff n'est plus connue que des collectionneurs de vieilles éditions de Maupassant que l'on trouve encore à l'occasion dans les boîtes des quais de Seine, à Paris, de belles éditions le plus souvent illustrées par Ferdinand Bac qui ont fait le régal des lecteurs au moment même où Zola a pu triompher chez Charpentier. Il lui a sans doute manqué pour survivre d'avoir su imposer des œuvres indémodables année après année, d'avoir su révéler en nombre de grands écrivains ou d'adhérer à un courant littéraire fort et durable ; elle a été une des toutes premières maisons littéraires des années 1880-1890, mais des erreurs de gestion, des méthodes de travail sans doute dépassées, face à des concurrents trop vifs, ont entraîné sa chute. Dès le cœur des années 1920, l'essentiel de son fonds est repris par une nouvelle marque plus agressive sur le plan commercial qui multiplie les succès de librairie<sup>1</sup>.

Elle a pourtant très bien démarré sous la coupe de ce fils d'émigré venu de Pologne qu'est Paul Ollendorff. La fondation de la librairie date de 1875 et le jeune éditeur, né en 1851, commence par exploiter les méthodes de langue de son père qui marchent fort en raison de leur aspect pratique et de leur caractère loufoque. « Votre frère tue-t-il trois gros bœufs avec plaisir ? Non, mais j'ai trouvé la brosse à dents de ma sœur », y lit-on à l'occasion, du Ionesco dans le texte avant l'heure<sup>2</sup>. L'activité passe de deux titres en 1876 à près d'une centaine en 1882, c'est dire si la maison sait vite se développer. Aux méthodes de langue déclinées en anglais, en espagnol, en allemand, s'ajoutent des essais, des ouvrages de commentaire de Sainte-Beuve ou d'auteurs classiques, sans doute déjà quelques livres à compte d'auteur avant que des romans ne fassent leur apparition dans le catalogue de la maison. En 1879 la nouvelle marque publie *Par mer et par terre* de Gustave Aimard, déjà bien connu à la fin de ces années 1870 pour ses œuvres rocambolesques, riches en aventures de toutes sortes dans les Amériques. Ollendorff tend à vouloir privilégier les volumes avec moult rebondissements, les romans frais ou divertissants, les œuvres qui marchent fort en feuilleton dans la presse et qui peuvent se vendre tout aussi bien en volume. Que la maison ait déjà réussi à débaucher le précieux auteur prolifique dit assez qu'en quelques années à peine, en même temps que Flammarion qui s'est lancé dans le commerce du livre, Ollendorff a su se constituer quelques moyens lui permettant de faire montre d'ambition.

Manuels de langue et pièces de théâtre dominant encore dans ce premier catalogue des années 1875-1882. Mais de nouveaux auteurs, marquants, font leur apparition au sein de la maison, Paul Déroulède ou Charles Cros, bientôt Feydeau et quelques autres. Albert Delpit est alors l'auteur le plus remarquable de la maison sise rue de Richelieu ; il publie toute une ribambelle de livres sous la bannière Ollendorff en peu d'années... au moment même où il cherche noise au très sage Alphonse Daudet avec lequel il croise le fer. En 1882-1883 le seuil des cent titres annuels est franchi et la maison est devenue aux yeux des contemporains un comptoir d'édition qui compte. C'est à ce moment précis que Gabriel Astruc rejoint l'entreprise dont il ne cesse de vanter les mérites dans son livre de souvenirs. Comme Flammarion, en moins de quinze ans, l'éditeur parti de rien fait fortune par le livre, en s'imposant par quelques belles ventes, avant de connaître les succès les plus éclatants grâce à

---

<sup>1</sup> Voir la notice sur la maison rédigée par Jean-Yves Mollier à l'intérieur du *Dictionnaire encyclopédique du livre* publié grâce aux bons soins de Pascal Fouché (Paris, Cercle de la librairie, 2011).

<sup>2</sup> Voir les mémoires de Gabriel Astruc qui y a travaillé quelques années et qui consacre un chapitre à cette belle maison dans *Le Pavillon des fantômes*, Paris, Grasset, 1929, réédité à Paris, chez Belfond, en 1987, pp. 60-73.

un auteur de romans bourgeois tout autant honni des critiques que chéri du public, un certain Georges Ohnet. Riche à millions, l'éditeur peut s'installer à grands frais rue d'Amsterdam ce que la presse de l'époque salue comme un événement, de jeunes artistes ayant aidé à la décoration du luxueux meublé. Nous sommes alors en 1886<sup>3</sup>.

Beaucoup d'hommes de lettres ne font que passer, pour un titre, parfois deux — du compte d'auteur le plus souvent —, mais petit à petit la maison fidélise ses meilleures plumes. A partir des succès bruyants de Georges Ohnet, la maison attire à elle tous les jeunes ambitieux, tous ceux qui rêvent désormais de faire carrière par les lettres comme le *Bel Ami* de Maupassant par la presse. « Un succès d'édition en amène un autre, écrit Gabriel Astruc ; il crée un courant sympathique vers la maison d'où il est parti. Le fort débit d'un livre donne un coup de fouet à la vente du catalogue tout entier. La veine de Georges Ohnet décupla l'achalandage de la firme et attira les jeunes auteurs. Bientôt, nous vîmes venir à nous Guy de Maupassant, jusque-là édité chez Victor Havard, qui céda sans résistances aux invites d'Ollendorff<sup>4</sup>. » Dans ces années fastes, l'éditeur publie, en plus de l'auteur de *Boule de suif*, Emile Bergerat ou Catulle Mendès, deux auteurs importants venus de chez Lemerre ou Hetzel et qui sont comme Maupassant attirés par cette nouvelle marque à succès qui sait y faire pour lancer de nouveaux titres comme Octave Uzanne s'en moque déjà dans ses textes mordants sur l'édition fin de siècle.

Il faut dire que l'arrivée de Georges Ohnet dans la maison en 1880 et ses premiers succès avec *Serge Panine*, tiré pourtant à mille exemplaires à peine au début, puis surtout avec *Le Maître de forges*, réimprimé 162 fois en 1884, transforment la maison Ollendorff en véritable usine à livres ou débitant de volumes en vrac, suscitant la jalousie des proches des Goncourt et entraînant toutes sortes de quolibets de ceux qui ne supportent plus les triomphes de ce roman convenu que raillent tout autant Anatole France que Léon Bloy. Un passage de Jules Lemaître, assassin, dans son volume intitulé *Les Contemporains* semble en particulier avoir durement blessé l'orgueilleux auteur qui, non content d'écouler ses ouvrages par milliers, a voulu gagner l'estime de ses pairs, Rosny aîné s'en moque encore dans ses mémoires parus pourtant bien plus tard. « Enfin, quand on a derrière soi une pile de livres haute comme ça... on mérite le respect », lui dit, boursoufflé, l'auteur riche à millions dans un des salons des années 1880. « Je ne lui dis naturellement pas que le nombre de ses livres était une circonstance aggravante... », écrit, taquin, le mémorialiste<sup>5</sup>. C'est pourtant bien l'auteur de *La Grande Marnière* qui fait connaître le nom d'Ollendorff et donne à la maison une forte visibilité pour l'imposer comme une des toutes premières au moment où Calmann-Lévy, qui a stupidement refusé l'auteur désormais numéro un des ventes, sombre dans un sommeil relatif, au moment où Charpentier traverse de graves difficultés l'obligeant à s'acoquiner avec les Marpon et Flammarion.

---

<sup>3</sup> Voir Catherine Noblet, *Paul Ollendorff et la librairie de Minuit*, Paris, université de Paris-X, 1991. Ce travail de qualité, entrepris par une étudiante hélas disparue, a été complété et terminé par ses camarades d'études, sous la direction de Jean-Yves Mollier. Trop tôt partie, cette jeune chercheuse de talent n'a pu avoir accès aux dossiers Ollendorff conservés dans le fonds Albin Michel à l'IMEC. Son étude n'en demeure pas moins un excellent début de vraie petite monographie riche de détails.

<sup>4</sup> Gabriel Astruc, *op. cit.*, p. 64.

<sup>5</sup> J. H. Rosny (aîné), *Mémoires de la vie littéraire, L'Académie Goncourt, les salons, quelques éditeurs*, Paris, Crès, 1927, p. 193.

Très actif, Guy de Maupassant est déjà habitué à travailler avec divers éditeurs et notamment Victor Havard à la tête d'une maison assez proche de la maison Ollendorff dans cette même quête d'un roman de bonne tenue, divertissant, mais le célèbre auteur de contes et nouvelles écrit beaucoup — comme s'il savait qu'il allait mourir jeune — et partage volontiers sa production selon les avantages qu'il peut y trouver et les amitiés sincères qu'il peut avoir pour tel ou tel professionnel du livre ; c'est ainsi qu'en 1884 il donne *Les Sœurs Rondoli* à Paul Ollendorff dont il est vite content en raison de son dynamisme commercial. Il continue de publier chez Havard, l'éditeur de Gustave Droz, ou ailleurs, il travaille beaucoup et se plaint à l'occasion auprès de sa maison première que les ventes n'y soient pas très fortes alors qu'Ollendorff parvient à faire bien mieux. N'a-t-il pas réussi en peu de temps à écouler 9 500 exemplaires de ces *Sœurs Rondoli* que Maupassant lui-même tient pour l'un de ses moins bons volumes alors que *La Maison Tellier* et *Miss Harriet* chez Havard « sont restées tout à fait en arrière<sup>6</sup> » ? Ollendorff n'est-il pas bien meilleur dans sa force de vente en province ? L'auteur normand apprécie d'autant plus son nouvel éditeur que celui-ci paie les droits d'avance, intégralement, ce qui n'est pas le cas de Victor Havard avec lequel Maupassant garde néanmoins de très bonnes relations. Car s'il est très exigeant et volontiers pénible, l'auteur de *Pierre et Jean* est aussi très fidèle ou très loyal. « Bien que sa maladie le rendît assez soupçonneux, il me témoignait une confiance toute particulière, écrit Gabriel Astruc dans ses mémoires. Quand il vérifiait la comptabilité de ses tirages, il incriminait parfois l'imprimeur, à défaut de l'éditeur. Je le rassurais et je ne faisais que mon devoir. Les comptes étaient sincères et l'honnêteté du patron inattaquable<sup>7</sup>. » Les relations avec la maison Ollendorff sont si bonnes qu'à partir de 1887 le Normand décide d'en faire sa maison première ou principale où il devient en quelque sorte le grand homme, l'auteur d'importance, celui qui donne à la fois du crédit à la maison tout en nourrissant solidement son économie, quand bien même ses ventes restent loin derrière celles de Georges Ohnet<sup>8</sup>. La maison continue de publier de nombreux volumes à compte d'auteur et même encore en 1909 *Devenir* d'un certain Roger Martin du Gard mais désormais elle vit pour l'essentiel des succès commerciaux de Georges Ohnet et de Guy de Maupassant qui lui permettent de surmonter les années de crise qui emportent les plus belles marques comme celles de Quantin, Jouaust ou Liseux, les maisons les plus délicates ou les plus raffinées. Les tirages de Georges Ohnet dépassent pour ainsi dire systématiquement les 40 000 voire les 50 000 exemplaires. Toutes ces ventes irritent au plus haut point les auteurs jaloux, éruptifs, ombrageux, comme Uzanne ou Mirbeau qui ne se privent pas d'ironiser au sujet de cette littérature qui se vend fort et dont il ne restera bientôt plus rien<sup>9</sup>.

Ollendorff est proche de Maupassant, c'est même son seul ami intime, selon le dernier des Goncourt pour qui l'ancien de Médan est un homme sans foi ni loi<sup>10</sup>. C'est tout à fait

---

<sup>6</sup> Lettre de Guy de Maupassant à Victor Havard reçue le 2 octobre 1884.

<sup>7</sup> Gabriel Astruc, *op. cit.*, p. 64.

<sup>8</sup> Voir Marlo Johnston, *Guy de Maupassant*, Paris, Fayard, 2012.

<sup>9</sup> Selon les chiffres de la maison Albin Michel, Georges Ohnet aura vendu en tout : *Le Maître de forges* à 857 005 exemplaires, *La Grande Marnière* à 304 112 exemplaires, *Serge Panine* à 293 376, *Comtesse Sarah* à 235 701, *Volonté* à 194 080 et encore au moins dix autres titres à plus de 100 000 et une autre vingtaine entre 10 et 100 000 exemplaires... Au total près de cinq millions de volumes auront été produits. Tout cela estimé au mitan du XXe siècle. Fonds Albin Michel, archives IMEC.

<sup>10</sup> Edmond et Jules de Goncourt, *Journal*, volume quatre, Paris, Fasquelle-Flammarion, 1956, p. 178.

logique tant il est peu concevable que le Normand soit resté en affaires si longtemps avec quelqu'un qui n'a ni sa confiance ni son amitié. Sa biographe tient pour certain que les deux hommes aient été très liés de 1884 à 1893. Après le décès de l'auteur, la personne chargée de gérer ses affaires en attendant le règlement de la succession fera de Paul Ollendorff lui-même le responsable de toutes les questions d'édition liées à *Bel Ami* et tous les autres textes du même auteur, au nom même des liens amicaux entre les deux hommes ; il ne fait aucun doute que Paul Ollendorff a su être un bon éditeur mais encore un homme de goût capable de s'entendre avec ses « poulains » et de leur expliquer ou justifier son action en étant très présent pour ceux avec lesquels il a su nouer les meilleures relations.

Tous les auteurs les plus intéressants, les plus inattendus, viennent alors publier sous la marque Ollendorff qui est la plus en vue, c'est elle qui fait les succès, qui lance les auteurs les plus prometteurs, qui sait faire événement, dans une ambiance qui a su rester conviviale et stimulante. Alphonse Allais débute chez Ollendorff avec *A se tordre*, Jules Renard vient y publier son *Ecornifleur* ou ses *Coquecigrues*, Octave Mirbeau donne son *Calvaire*, Marcel Schwob propose son *Cœur double*, Francisque Sarcey vient y confier ses souvenirs, et encore Arsène Houssaye, Fernand Vandérem, Paul Adam ou Pierre Valdagne qui devient le directeur littéraire de la rue de Richelieu, rejoignent l'équipe des auteurs qui font le renom de la maison. Un certain Félicien Champsaur également vient publier sous la marque qui est celle de Maupassant. C'est ce même Félicien Champsaur qui sera bientôt récupéré par un jeune qui débute, un certain Albin Michel qui, s'il a commencé sous la coupe de son confrère de la Haute-Marne, Ernest Flammarion, a aussi pour modèle cette belle maison des abords du Palais-Royal qu'est devenue Ollendorff, à la fois moderne, efficace, littéraire et commerciale. C'est une maison qui l'impressionne. Qui sait y faire. Où les auteurs sont à la fois de qualité tout en étant divertissants<sup>11</sup>.

Mais certains sont aussi fâchés d'être mal vendus dans la maison et s'en vont voir ailleurs, Jules Renard ou Maurice Leblanc par exemple. Tous les volumes ne sont pas des *best-sellers*, loin de là, et sans doute déjà la maison publie-t-elle trop pour contenter tout le monde. C'est qu'entre temps de bien belles marques sont apparues ou ont su prendre de l'importance, le Mercure de France auquel est associé Jules Renard et qui a grand succès avec *L'Aphrodite* de Pierre Louÿs, le sieur Fasquelle qui a succédé avec profit à la tête du fonds Charpentier où il adjoint aux volumes de Zola de bien beaux titres comme ceux de Mirbeau ou la traduction des *Mille et une nuits* du Dr Mardrus, reprise à *La Revue blanche*, sinon les *Divagations* de Mallarmé, Stock qui est en pointe dans le combat en faveur de Dreyfus et qui donne aussi de bien beaux textes, notamment traduits de l'étranger, Fayard et Flammarion sont devenues de grandes et belles marques populaires — dans tous les domaines de la publication les auteurs ont maintenant le choix entre diverses maisons fortes ou prometteuses.

Cette concurrence est-elle venue faire de l'ombre à Ollendorff ? La maison est-elle déjà en perte de vitesse ? Est-ce ailleurs désormais que les événements se préparent ? Que les auteurs sont lancés avec fracas ? C'est en 1898 en tout cas que la marque change de nom pour devenir la Société d'éditions littéraires et artistiques. Le fonds social de la société est fixé à un million de francs divisé en 10 000 actions de 100 francs. A côté d'Ollendorff figurent, important actionnaire, un certain Auguste Pellerin, et encore Bernard-Martin Chan et Isidore

---

<sup>11</sup> Voir Emmanuel Haymann, *Albin Michel, le roman d'un éditeur*, Paris, Albin Michel, 1993.

Mendel, Alfred Humblot. Mendel devient l'administrateur principal, Humblot le gérant. Pierre Valdagne est toujours en activité au sein de la maison. Mais comment toutes ces personnes se partagent-elles le pouvoir ? Et pourquoi Ollendorff se retire-t-il de ces affaires ? Le fondateur de la marque ne possède plus que 5 % des parts : la maison qui ne porte plus son nom n'est plus la sienne. Ce sont désormais de nouvelles personnes qui en assurent la direction. Les bureaux à la même période sont transférés rue de la Chaussée-d'Antin.

D'après Catherine Noblet, Paul Ollendorff a été contraint de se soumettre à ces arrangements et d'assister, impuissant, à la réorganisation de son entreprise, mais il est peu probable en vérité qu'il ait vraiment eu besoin de faire appel à ses amis et associés alors même que la maison a bien grossi et qu'elle peut équilibrer ses budgets par le compte d'auteur tout en écoulant de fortes quantités de volumes signés Georges Ohnet ou Guy de Maupassant. Ce ne sont pas les vers de Francis Jammes, *Le Plaisir de rompre* de Jules Renard, le *Monsieur Badin* de Courteline, les œuvres de Jean Lorrain, *On n'est pas des bœufs* d'Alphonse Allais qui ont pu plonger la maison dans la difficulté. N'est-ce pas plutôt que le fondateur veut quitter l'entreprise et se lancer dans d'autres activités à ses yeux plus prometteuses ? « Outre le bénéfice de 500 actions, il disposera de la somme de 800 000 FF, en espèces, prises sur le capital social, en plusieurs fois... », précisent des documents consultés par la jeune chercheuse trop tôt disparue<sup>12</sup>. Ce n'est là pas du tout la marque d'un homme qui se trouve acculé à quelque arrangement mais d'un homme qui vend en position de force. Il est d'ailleurs dit qu'il est libre ou non de travailler comme il veut pour la maison et il est encore bientôt confirmé dans ses responsabilités pour le bien de la gestion Maupassant en raison de son amitié avec l'auteur mais encore de ses très bonnes relations avec la nouvelle direction de l'entreprise. Qui plus est, l'inventaire après décès de sa femme, en 1907, montre un homme riche qui n'est absolument pas dans le besoin, d'autant moins qu'il a racheté le *Gil Blas* qu'il revendra bientôt. Il terminera sa vie, en 1920, à la tête d'un imposant patrimoine immobilier dans la jolie ville de Saint-Cloud où une rue lui est d'ailleurs dédiée, il n'est absolument pas dans la gêne ou le besoin. Cette fin de siècle est une période de trouble pour le livre et sans doute l'ancien éditeur croit-il alors davantage dans les vertus de la presse qui triomphe littéralement dans ces années où son pouvoir s'affirme. A-t-il déjà pris acte de la fin des temps du livre supplanté par de nouveaux médias ? Pense-t-il étendre son pouvoir de la sorte ? Les ventes en baisse de Georges Ohnet, le décès de Maupassant ont-ils été les premiers signes d'un déclin relatif ? A-t-il voulu vendre avant de s'y retrouver contraint ?

La maison en tout cas a cessé d'être celle d'un homme pour devenir une grande et belle affaire où abondent des administrateurs en tous genres, des hommes aux talents variés, où le pouvoir désormais est diffus. L'entreprise perd en vigueur, en réactivité. C'était une maison d'édition à l'ancienne, efficace, c'est désormais une entreprise, bien organisée, où l'administratif a pris le pas sur la créativité. Les nouveaux auteurs à succès de la maison ont désormais pour nom Colette et Willy. Alphonse Allais et Maurice Leblanc sont toujours là... mais ils ne dépassent guère le cap des 3 000 exemplaires vendus. Rosny aîné y fait un passage, avec *La Luciole*, tiré à 3 300 exemplaires, c'est à cette période qu'il y fait la connaissance de l'administrateur Mendel qui a remplacé Ollendorff. Octave Uzanne de même

---

<sup>12</sup> Catherine Noblet, *op. cit.*, p. 41.

après avoir pesté contre l'affairisme de la nouvelle édition parisienne entreprenante et tapageuse vient publier quelques volumes à la Chaussée-d'Antin.

La maison, ambitieuse, vend également les œuvres complètes de Balzac et se lance dans une opération démesurée à la mémoire de Victor Hugo. Est-ce pour porter ces grandes et belles séries que les anciens actionnaires sont allés chercher de l'argent frais ? La maison donne jusqu'à 140 nouveautés par an au tournant du siècle, elle produit trop, dans tous les sens. Elle revient à une activité plus sage pour s'établir autour des cinquante titres par an vers 1905, preuve d'un retour à la modération après avoir eu la folie des grandeurs, preuve aussi d'un pari qui n'a pu être réussi, aucune vente n'ayant été formidable sinon celle de la série des Minne et des Claudine apportés par le sémillant Willy qui fait travailler en secret sa femme, son nègre, son âme damnée. La maison ne sortira plus d'une spirale déflationniste et à la fin de la première guerre elle n'aura plus qu'une dizaine de nouveautés par an au programme tandis qu'en 1902 elle dépense encore jusqu'à 130 000 FF par an de publicité. C'est au cœur des années 1900 que la maison mute ; elle a été puissamment relancée, avec de gros moyens, toutes ces tentatives n'ont pas donné les fruits escomptés, trop de séries trop lourdes ont été poussées, trop d'auteurs, trop de titres, en pleine période de crise, Henri Baillièrre le rappelle<sup>13</sup>, et sans doute la maison est-elle devenue trop lourde à gérer pour se contenter de maigres recettes. Sans compter qu'aux maisons d'hier encore bien actives sont venues s'ajouter les plus ardentes, les plus prometteuses du nouveau siècle, celles d'Albin Michel qui a déjà débauché Félicien Champsaur qu'il a réussi à vendre bien plus qu'Ollendorff, et Bernard Grasset, sans oublier un certain Gaston Gallimard... Dans la maison, ce n'est pas encore le sauve-qui-peut mais après 1914 le vieux label du Palais-Royal ne sera plus guère que l'ombre de ce qu'il aura pu être vingt ans plus tôt.

Dès 1908 Pierre Valdagne quitte la maison et travaille pour Fayard, le grand concurrent en forme de ces années avec le lancement de sa célèbre « Modern Bibliothèque ». Le patron Mendel décède avant la guerre. C'est ainsi qu'un certain André Delpeuch prend de l'importance au sein de la maison. Alfred Humblot, frappé par la maladie, se suicide à peu de choses près dans ces mêmes années troublées des abords de la guerre de 1914, non sans avoir auparavant eu le temps de donner une fameuse conférence sur l'édition littéraire... et de refuser le plus grand chef-d'œuvre du XXe siècle.

Dans ses mémoires de la vie littéraire, Rosny évoque la triste évolution de cette belle entreprise. « La librairie Ollendorff, après avoir connu la grande vogue, surtout avec Ohnet, tomba dans le marasme. Il fallut de l'argent frais pour lui redonner quelque éclat. Ollendorff demeura provisoirement directeur littéraire puis l'autorité tomba aux mains d'un certain [Mendel], effroyablement distant de toute littérature : petit homme presque rabougri, mais astucieux, ce [Mendel] gouvernait la maison comme un marchand de soupe et n'était d'ailleurs pas méchant. J'eus avec lui des conversations savoureuses, où l'art se mêlait étrangement aux pâtes alimentaires ou aux boutons de culotte... Je ne sais pas quelle marchandise les malins lui eussent fourré dans les mains sans la présence de Valdagne. Mais Valdagne, avec une vigilance discrète, empêchait la dégringolade. Mieux encadré, peut-être Valdagne eût rendu à la maison un peu de sa splendeur disparue... On rencontrait Humblot, grosse voix, visage agressif, au fond brave homme, Humblot qui connaissait mieux son affaire

---

<sup>13</sup> Voir Henri Baillièrre, *La Crise du livre*, Paris, Baillièrre, 1904.

que l'autre, mais qui fut longtemps refoulé au second plan. Quand [Mendel] disparut, la librairie faisait eau par dix voies. Malgré des subsides abondants, le navire ne se releva point, de surcroît, il y eut la guerre et la maladie de Humblot, maladie noire, aggravée d'une sinistre neurasthénie. Humblot qui se savait atteint aux racines de l'être montrait une face trouble et mystérieuse ; chaque soir il fuyait éperdument vers la campagne avec, je suppose, une indécise confiance dans l'air pur... L'air pur ne le sauva pas de lui-même : on le trouva pendu dans la cage de son escalier<sup>14</sup>. »

Tout au long de ces premières années du siècle la maison pourtant n'a pas démerité. Et Rosny le dit, elle n'a pas non plus manqué de moyens. Elle a donné de très belles éditions de luxe. Et les fameuses œuvres de Victor Hugo *ne variatur*. Mais elle manque désormais de liant, de répondant, elle ne parvient pas à garder ses auteurs, Martin du Gard la quitte, peu satisfait de son travail. Abel Hermant s'en va chez Plon. Et c'est chez Lafitte que Leblanc va donner ses *Lupin* ! La maison veut-elle alors s'engager sur le chemin du livre à bas prix où Fayard et Flammarion glanent des succès étourdissants ? Elle est poursuivie par le vindicatif Alfred Capus, membre important de la Société des gens de lettres, futur rédacteur en chef du *Figaro*, qui l'accuse de déprécier son œuvre en l'offrant à des prix ridicules. Elle s'aliène par ses méthodes de fonctionnement les gloires de la veille ou du lendemain, elle ne sait pas repérer les meilleurs auteurs du jour, elle ne sait pas s'attirer les bonnes grâces de la critique qui compte, elle se démène, mais elle est désormais supplantée par des maisons plus inventives, plus débrouillardes, mieux organisées. Elle fait encore partie des maisons qui comptent aux yeux des écrivains comme Marcel Proust qui veulent au seuil de la guerre être publiés chez Fasquelle, chez Calmann-Lévy, chez Ollendorff, à la NRF ou chez Grasset, mais le célèbre manuscrit débutant par « Longtemps je me suis couché de bonne heure... » lui est-il présenté qu'aussitôt comme partout ailleurs il est fermement repoussé par un Humblot totalement hermétique. « Je suis peut-être bouché à l'émeri, mais je ne puis comprendre qu'un monsieur puisse employer trente pages à décrire comment il se tourne et se retourne dans son lit avant de trouver le sommeil », écrit-il au malheureux intermédiaire chargé par le plus célèbre des asthmatiques de placer son œuvre dans l'édition parisienne<sup>15</sup>. Quant à Fernand Vandérem, il préfère traiter avec Fayard qui tire grand et vend fort. Comment comprendre que la maison soit passée en quelques années à peine de la réussite tonitruante à un marasme désespérant ? Des documents aujourd'hui conservés dans les archives Albin Michel à l'IMEC permettent en partie de le comprendre.

Elle n'a pas su d'abord s'attacher les auteurs les plus importants dont la précieuse Colette devenue une véritable machine à cash sous la coupe de son talentueux et rusé mari. Alors même que le premier volume des *Claudine* a fort marché, voilà que le volume second intitulé *Claudine amoureuse* est stupidement refusé chez Ollendorff au tout début du nouveau siècle par le très peureux Mendel qui a été l'objet de pression de la part de personnes redoutant d'être dépeintes à leur désavantage dans le manuscrit. « Vous ne voulez pas publier *Claudine amoureuse*, écrit, plein de colère, l'auteur-escroc qui ne supporte pas les pudeurs de son éditeur. Je ne puis la porter chez les Natanson<sup>16</sup>, mes ennemis, ni chez Fasquelle qui me

<sup>14</sup> J. H. Rosny (aîné), *op. cit.*, pp. 195-196.

<sup>15</sup> Voir Franck Lhomeau, Alain Coelho, *Marcel Proust à la recherche d'un éditeur*, Paris, Olivier Orban, 1988, p. 111.

<sup>16</sup> Les éditeurs de la très célèbre *Revue blanche*.

tient pour un méprisable nationaliste, ni chez Flammarion qui a vendu, en tout, 1 200 exemplaires d'*Une passade* malgré une presse superbe [...]. Il me faudra confier ce malheureux roman à quelque marchand de papier peu scrupuleux qui me roulera ou à quelque nigaud qui ne saura rien faire de mon œuvre. En tout cas, c'est un désastre. » Willy dit que ses amis lui conseillent de poursuivre la maison mais, grand seigneur, il s'y refuse. Quelques milliers de francs en compensation suffiront<sup>17</sup>. La maison renonce au titre en échange d'une indemnité, laquelle est aussitôt en partie reversée au rusé Willy... qui s'en va porter le manuscrit ailleurs, au Mercure de France, où Rachilde, l'épouse du patron Alfred Vallette, fait un très bon accueil au couple vedette de l'édition et à son volume sulfureux revu et corrigé qui est donné en librairie sous le titre de *Claudine en ménage*<sup>18</sup>. Des années plus tard, la maison Ollendorff discute avec le Mercure du possible rachat de « la propriété pleine et entière, libre de toute charge » de ladite *Claudine* moyennant la somme de 10 000 francs. Mais le Mercure en donnera pourtant bien d'autres éditions après 1907 et cette vente ne semble pas s'être faite. « Ainsi que je vous l'ai dit, nous avons tiré de cet ouvrage, à l'heure actuelle, 61 000/67 100 exemplaires [autrement dit 67 100 exemplaires tirés qui ont été payés à hauteur de 61 000 exemplaires, en raison de cette antique pratique qui consiste à ne pas payer de droits sur une partie des volumes]. Il nous reste en magasin environ 800 exemplaires, auxquels il faut ajouter ceux qui sont en dépôt. Nous vous passerions ces volumes au prix de cinquante centimes l'un, et nous vous remettrions gracieusement les clichés qui ne sont pas en mauvais état<sup>19</sup>. » Peut-être la maison Ollendorff a-t-elle jugé ces 10 000 francs trop élevés. Elle n'a payé que 5 000 FF pour avoir chacun des trois autres volumes, en plus de ce qu'elle a déjà payé à Willy bien avant.

Cette série, si elle a été une belle réussite commerciale, a donné bien du souci à la maison puisque au fur et à mesure que les liens se sont dégradés entre les anciens époux devenus ennemis la maison s'est retrouvée comme prise en sandwich entre les deux. Willy ne s'est-il pas empressé de vendre en toute propriété, et sous sa seule signature, les volumes de la série avant de reconnaître par la suite, forcé, contraint, que Colette a pu y participer, laquelle a signé un papier en reconnaissant abandonner tout droit sur ces textes, pour finalement changer d'avis et finir par vouloir republier ailleurs sous son seul nom la même série ?!

La maison en fait est restée active dans le domaine de l'édition courante mais elle regarde de plus en plus à sa droite et à sa gauche les maisons populaires et les maisons de luxe se lancer dans des séries qui parfois marchent bien et rapportent beaucoup tandis qu'Ollendorff reste en retrait. Ainsi en 1910 la maison réfléchit-elle à une éventuelle cession des droits de Colette pour une édition en « Modern Bibliothèque » chez Fayard. Pour les trois *Claudine* la maison de la rue du Saint-Gothard fait des propositions : trois mille francs par volume pourront être versés pour un tirage de 50 000 exemplaires « plus la passe », soit six centimes par exemplaire de droits. La maison Ollendorff publiera bientôt une édition illustrée des *Claudine* à 3,50 francs, Fayard dans ce cas n'aura le droit de mettre sur le marché ses

---

<sup>17</sup> Lettre de Willy à M. Mendel de la maison Ollendorff en date du 7 avril 1902, fonds Albin Michel, archives IMEC. Tous les documents suivants, inédits, proviennent des mêmes archives.

<sup>18</sup> Voir Alain Brunet, Claude Pichois, *Colette*, Paris, De Fallois, 1999, p. 107 et suivantes.

<sup>19</sup> Lettre d'Alfred Vallette à la maison Ollendorff en date du 27 mars 1907.

éditions des Claudine que six mois plus tard<sup>20</sup>. Mais la marque de la Chaussée-d'Antin renâcle, réfléchit, temporise et finalement renonce. Elle ne veut pas s'engager, elle attend de voir ce que va donner son édition illustrée et veut se réserver les droits pour mieux les exploiter ensuite sous une autre forme. N'est-ce pas là ce qui précipite son déclin ? Sa stratégie n'est jamais claire, elle navigue à vue, tergiverse, ses décisions semblent être prises collégialement, mais tout le vaisseau tangué, elle est peu audacieuse, trop timorée, alors que ses concurrents sont pleins de vigueur. Elle a raté trop de livres par trop d'atermoiements ou de pudeurs. Et surtout elle ne comprend pas le nouvel essor de l'édition à bas prix ; elle ne sait pas faire que cela puisse être rentable, surtout avec des auteurs âpres au gain comme les Willy, grands noceurs, ou les Maupassant, durs en affaires. Dans le doute, elle préfère s'abstenir, rester en marge, continuer à faire de l'édition à l'ancienne. En regardant passer les trains de la modernité et de l'initiative dans lesquels sont montés Fayard ou Flammarion.

La maison est devenue très prudente car elle a sans doute surpayé dans le passé des auteurs qui n'ont pas livré les textes promis, notamment Pierre Louÿs, et elle refuse désormais de sponsoriser à l'aveugle des bambocheurs qui vivent bien sans jamais respecter leurs engagements : « M. Mendel me charge de vous dire qu'à la suite de grands ennuis que nous avons eus le comité d'administration a décidé irrévocablement que nulle avance ne serait faite désormais avant remise des manuscrits », écrit la maison à l'ancien mari de Colette avec qui les relations sont devenues froides<sup>21</sup>. Celui-ci est quand même outré quand il apprend en 1911 que la maison semble envisager la réimpression des Claudine dans une nouvelle version de la main seule de la romancière devenue fameuse. Sous son seul nom. « J'ai supporté bien des choses ; mais ça... » écrit-il, très remonté, depuis Bruxelles, le 14 janvier 1911. Benoîtement, les éditeurs décident de faire précéder cette nouvelle édition d'un avertissement. « Les quatre volumes qui composent la fameuse série des Claudine parurent d'abord sous la signature Willy ; une nouvelle édition, en 1909, fut signée Willy et Colette Willy. Celui-là proclamait, d'ailleurs, la prépondérance de celle-ci dans l'œuvre commune et ne contestait point que la conception, la composition et la rédaction premières fussent de Mme Colette Willy. Editeurs de ces ouvrages, nous n'avons pas à prendre parti dans les polémiques qui se sont engagées tant sur les mérites respectifs des deux collaborateurs que sur l'opportunité même d'une collaboration ainsi comprise. Mais il nous a paru intéressant de publier, aussi, le texte original de Mme Colette Willy, tel qu'il était avant les retouches et les additions du premier signataire. Les lecteurs pourront ainsi, à leur gré, choisir l'une ou l'autre des deux rédactions. » Les relations avec Willy sont devenues mauvaises ; la maison ne le tient plus que pour ce qu'il est, un profiteur qui promet beaucoup mais ne tient jamais ses engagements, un faiseur qui vit aux dépens des autres, tandis que Colette leur semble un écrivain de talent, prometteur, avec qui la maison a tout intérêt à entretenir les meilleures relations. Celle-ci n'en délaisse pas moins l'ancienne maison du Palais-Royal pour aller voir ailleurs.

Car la maison n'est plus très active et Colette sait bien qu'il existe d'autres labels bien plus entreprenants, notamment auprès du grand public, Flammarion, Ferenczi, Albin Michel, c'est ainsi que les gens de la Chaussée-d'Antin perdent insensiblement le lien avec le plus

---

<sup>20</sup> Lettre d'Arthème Fayard dit Arthème II le fils qui dit accepter ces conditions à Alfred Humblot en date du 24 décembre 1910.

<sup>21</sup> Lettre de la maison Ollendorff à Willy en date du 4 mars 1909.

prometteur de leurs auteurs. Au début des années 1920 encore les gens de la maison tergiversent, hésitent, ne savent plus que faire de leur fonds, comment le faire vivre au mieux. Faut-il ou non céder les droits pour des éditions populaires ? des éditions de luxe ? Les frères Fischer de la maison Flammarion ont proposé de publier *La Vagabonde* dans la Select Collection et la Nouvelle Collection illustrée. Ils proposent 3 000 francs pour la première sur un tirage de 75 000 exemplaires, soit quatre centimes pour chaque volume vendu 95 centimes et 2 100 francs ensuite pour la seconde série tirée à 30 000 exemplaires à sept centimes de droits sur un volume vendu deux francs. Le 11 février 1922, les responsables de la maison Ollendorff se disent prêts à céder *La Vagabonde* mais estiment que les sommes versées sont trop faibles. La maison veut six centimes et non quatre sur la Select Collection et dix au lieu de sept sur l'autre collection tirée à 50 000 et non 30 000. Les droits seront à partager entre Ollendorff et l'auteur<sup>22</sup>. Le 17 février, Ollendorff refuse finalement et mais dit réfléchir à une contre-proposition concernant d'autres auteurs du fonds. Le 18 février, les frères Fischer se disent déçus tant les écarts entre les différentes propositions paraissent faibles. Ils en profitent au passage pour dire « qu'il n'est pas d'usage, lorsqu'il s'agit d'un écrivain important, que l'éditeur puisse retenir 50 % de droits d'auteur en cas de revente, et Mme Colette s'est montrée fort raisonnable en acceptant de rétrocéder, à la librairie Ollendorff, le tiers de ses droits ». Et les frères qui ne désarment pas de réfléchir à une nouvelle contre-proposition. L'éternel argument en faveur de l'édition à bas prix est servi sans fin par deux professionnels bien rodés dans leur petit numéro : « En tout état de cause, cette publication de *La Vagabonde* à bon marché ne peut qu'être excellente pour la librairie Ollendorff. Nous avons constaté, à vingt reprises, que la publication à bon marché d'un roman célèbre redonnait à ce roman un regain de vitalité et que la publicité faite pour l'édition populaire faisait acheter, par des tas de gens, [l'édition princeps], la seule que l'on puisse décentement mettre dans une bibliothèque<sup>23</sup>. » Prudents, pour ne pas dire plus, les gens de chez Ollendorff sont désormais partagés entre l'ardent désir de renflouer les caisses de la maison et le souci bien naturel de ne pas dilapider le fonds et vendre inconsidérément les bijoux de famille. « Nous sommes, je vous prie de le croire, tout à fait désolés de ne pouvoir vous donner satisfaction au sujet de la cession de *La Vagabonde*, écrivent-ils. Mais notre conseil estime que si nous arrivions à conclure cette affaire nous vous donnerions, en somme, le droit de disposer du beau livre de Mme Colette dans une édition de diffusion en échange de quelques centaines de francs. Il n'est pas douteux que vos éditions porteraient un coup funeste à notre édition. Aujourd'hui, plus que jamais, le public tient à son argent, et s'il trouvait *La Vagabonde* à 95 centimes et à deux francs, il abandonnerait vite le volume à sept francs. Voilà, pensons-nous, la vérité. Et d'ailleurs, pour vous donner des exemples précis, nous avons eu ici de grosses diminutions [...] et quand nous-mêmes avons mis quelques titres de Maupassant dans notre édition des Grands Romans à 3 francs, nous avons constaté que ces mêmes titres accusaient une forte baisse dans notre édition illustrée que vous connaissez<sup>24</sup>. » Ainsi fonctionne la maison, qui navigue à vue, trop timorée sur le plan commercial, tandis que ses concurrents lancent avec audace de nouvelles séries qui partent à la conquête de nouveaux publics, elle perd un à un ses

---

<sup>22</sup> Lettre de la maison Ollendorff aux frères Max et Alex Fischer en date du 11 février 1922.

<sup>23</sup> Lettre des frères Fischer à la maison Ollendorff en date du 18 février 1922.

<sup>24</sup> Lettre de la maison Ollendorff aux frères Fischer en date du 22 février 1922.

meilleurs auteurs et ne parvient pas à profiter au mieux des richesses qui dorment dans ses caves.

Maupassant en toute logique est de loin le plus talentueux, le plus renommé de ses auteurs et assurément il lui eût fallu trouver à exploiter au mieux cette mine d'or pour essayer de traverser les années difficiles du début du siècle. Hélas, pour elle, il est vrai, elle est là tombée sur une famille d'héritiers redoutablement procéduriers et peu susceptibles de comprendre l'intérêt de la maison d'édition qui a pourtant très honnêtement servi la cause du grand auteur normand. Après le décès des parents de l'auteur, c'est la nièce, Simone Maupassant, qui est devenue la seule héritière de l'auteur et celle-ci dans les années 1900 a épousé un jeune ambitieux, un certain Jean Ossola, un avocat qui ne tardera pas à se lancer en politique. A peine a-t-il épousé la précieuse nièce que le grand homme pressé fait main basse sur les œuvres de Maupassant qu'il entend gérer à sa manière en tenant la dragée haute aux gens de chez Ollendorff qu'il ne voit pas comme des industriels ayant risqué leur capital pour donner la plus grande diffusion possible aux œuvres du grand auteur mais comme des intermédiaires qui ne servent à rien et gagnent de l'argent indûment en exploitant quelque chose qui lui appartient en propre. Alors que jusqu'ici la gestion de l'œuvre s'est faite sans anicroche entre gens de bonne compagnie aux intérêts liés, désormais le sieur Ossola entend s'occuper de ce patrimoine pour en tirer le maximum, dans le refus absolu de toute autre considération. Dans un texte intéressant sur la façon dont la famille Ossola a pu gérer ces droits, Patricia Prenant, juriste de formation, rappelle que l'avocat s'est très intensément investi dans le suivi de ces affaires<sup>25</sup>. Il est vrai que le volume auquel a participé la spécialiste de la propriété littéraire est bâti à la gloire de ladite famille importante à Grasse où une rue leur est dédiée. La correspondance conservée dans les archives Albin Michel que n'a pas consultée la juriste montre pourtant un mépris absolu de l'œuvre de Maupassant et une seule et unique volonté de tirer un maximum de l'exploitation possible de l'œuvre en essayant chaque fois de doubler les éditeurs en violation de tous les usages.

Le chargé des affaires de la famille, un certain Me Lavareille, a, lui, longtemps fait confiance à Paul Ollendorff à juste titre. « Vous m'avez annoncé que vous cessiez vos fonctions d'administrateur délégué de la Société des éditions littéraires artistiques [*sic*]. Je le regrette... », lui écrit-il au tournant du siècle, et ledit Lavareille de rappeler qu'il a toujours apprécié Ollendorff. L'auteur d'*Une vie* est mort depuis près de dix ans déjà. Le notaire demande à l'ancien éditeur de « continuer les soins personnels que vous avez donnés jusqu'à ce jour à cette intéressante et importante publication ». « Vous avez été l'ami de Guy de Maupassant, vous possédez la confiance de ses héritiers et la mienne ; nul mieux que vous ne peut s'occuper avec plus de sollicitude et de compétence de tous les détails de cette exploitation littéraire, notamment pour continuer la publication commencée en vertu de notre convention du 7 décembre 1899 des volumes illustrés, laquelle a donné jusqu'ici des résultats très satisfaisants pour l'éditeur comme pour les héritiers de l'auteur<sup>26</sup>. » Jean Ossola tout à rebours n'entend plus du tout déléguer le moindre pouvoir et envisage bien au contraire de tout décider lui-même, en limitant autant que possible les prérogatives des éditeurs. Et dans sa

---

<sup>25</sup> Voir Patricia Prenant, « La propriété littéraire de Guy de Maupassant, l'héritage de la famille Ossola » in *Grasse et les Ossola*, Nice, Association de sauvegarde du patrimoine écrit des Alpes-Maritimes, 2012, pp. 217-272. Ce travail très intéressant a été réalisé pour l'essentiel à partir des archives de la famille Ossola.

<sup>26</sup> Lettre de M. Lavareille à Paul Ollendorff en date du 21 octobre 1901.

fougue ou son ardeur, l'héritier par alliance qui s'est accaparé un trésor qui n'est pas le sien n'hésite pas même à se dire l'auteur lui-même, comme s'il était le génial inventeur de *Boule de suif* ! A peine a-t-il épousé l'héritière qu'il s'arrange pour récupérer le droit de gérer toutes ces affaires et prétend évincer totalement la maison d'édition. Dans sa lettre du 15 mai 1907 où il se plaint de ne pas avoir été tenu au courant de différentes affaires en cours depuis qu'il s'est emparé de ce capital que sont les œuvres du Normand, il écrit très directement à l'administrateur Mendel : « Je ne veux pas d'intermédiaire. Je veux faire mes affaires moi-même. Les personnes qui n'entreront pas en pourparlers avec moi n'auront aucune autorisation<sup>27</sup>. » L'éditeur aussitôt réagit avec raideur : « Vous voudriez établir entre vous, représentant des intérêts Maupassant, et nous, un *modus vivendi* contraire à tous les usages et contraire également à nos droits d'éditeurs. » Et Mendel de dire qu'étant donné que la maison est connue pour avoir publié Maupassant il est inévitable que tout le monde la contacte dès qu'une affaire en lien avec l'auteur du *Rosier de madame Husson* est envisagée, c'est on ne peut plus logique et seul le sieur Ossola ne semble pas comprendre la chose. « Mais si, selon votre désir, nous nous bornions à vous transmettre les demandes sans nous préoccuper de la suite qui y serait donnée, ce serait entendre très mal la bonne exploitation de nos éditions, car vous ne pouvez donner, sans notre avis conforme, une autorisation qui pourrait nuire à notre exploitation. Il y a là action commune et nous n'accepterions, en principe, aucune autorisation sans que vous vous soyez mis d'accord avec nous<sup>28</sup>. » Et, quant au reste, Mendel qui ne supporte déjà plus cet outrecuidant héritier lui rappelle qu'il a été tenu au courant dès le début des pourparlers avec Carteret, une maison de luxe qui envisage de réaliser une très belle édition d'un volume du grand auteur. Mais il est vrai que les contrats semblent peu clairs sur l'étendue des droits possédés par la maison et Ossola en bon juriste s'engouffre dans toutes les brèches. Celui qui est en train de se spécialiser en propriété littéraire a déjà compris que les contrats, les affaires, les traités passés entre la maison et l'auteur ou ses représentants présentent des défauts car l'étendue de ces accords n'est souvent pas précisé et l'héritier par alliance a compris le juteux parti qu'il peut en tirer. Plein de morgue, il répond à l'éditeur et lui dit en substance qu'il ne prétend pas imposer un *modus vivendi* dont il ne se soucie guère, comme des usages dans le monde du livre, monde qui lui est totalement étranger, il fait simplement connaître les « idées que j'ai l'intention d'appliquer dans la gestion de l'œuvre de Maupassant. M. Lavareille n'était que le mandataire judiciaire de la famille, moi je suis l'héritier, c'est-à-dire l'auteur lui-même [*sic*] [le mot est souligné sans doute par un Mendel interloqué du culot du bonhomme]. J'use donc d'un droit incontestable en traitant directement pour tout ce qui n'est pas de votre domaine<sup>29</sup>. » Mais qu'est-ce qui ne concerne pas la maison Ollendorff dans l'exploitation des œuvres de Maupassant ? Comment l'héritier peut-il imaginer céder des droits à des tiers pour des éditions qui peuvent venir concurrencer les publications de la maison Ollendorff payées rubis sur l'ongle et dûment protégées par des contrats en bonne et due forme ?

Dans tous ses courriers, désormais, le Méditerranéen se montre pressant, comme s'il était l'auteur lui-même : « combien me donnez-vous ? », demande-t-il même, sans gêne, alors

---

<sup>27</sup> Lettre de Jean Ossola à la maison Ollendorff en date du 15 mai 1907.

<sup>28</sup> Lettre de M. Mendel à Jean Ossola en date du 16 mai 1907.

<sup>29</sup> Lettre de Jean Ossola à la maison Ollendorff en date du 17 mai 1907.

qu'il n'a aucun lien direct avec l'auteur. « N'oubliez pas que je suis l'héritier de l'auteur [par alliance], c'est-à-dire l'auteur lui-même, que vous n'êtes pas, en l'occurrence, éditeur direct... », n'hésite pas à répéter sans fin celui qui a réussi à faire main basse sur ce qui à ses yeux est un magot<sup>30</sup>. L'administrateur Mendel réplique sèchement au futur politicien qui s'est fait une affaire personnelle de quelque chose qui ne doit rien à ses talents propres : « Indiscutablement, vous êtes héritier du regretté Guy de Maupassant, puisque j'en ai été avisé officiellement, mais quoi que vous disiez vous n'êtes pas l'auteur lui-même, vous bénéficiez de lui, un point c'est tout<sup>31</sup>. » Le patron de l'entreprise a alors 63 ans et ne supporte pas bien le ton cavalier du jeune coq dont il voit tout de suite le danger, compromettant la bonne exploitation de l'œuvre du grand homme qui en toute logique devrait faire la fortune de la maison et qui en fait précipitera indirectement sa chute.

En 1910, Jean Ossola qui ne doute de rien veut que la maison donne un volume de nouvelles inédites du grand auteur normand... lesquelles figurent dans la version complète des œuvres que prépare l'éditeur Louis Conard, un ancien de la maison Lemerre qui s'est lancé au début du siècle dans de très belles opérations de luxe<sup>32</sup>. « Je désirerais qu'il me soit garanti un minimum assez considérable d'exemplaires (100 000 par exemple) dans un délai également déterminé. Enfin je vous demanderais un franc de droit par volume...<sup>33</sup> » Sur des volumes à 3,50 FF ? Un tiers de droits d'auteur ? Pourquoi pas 50 % ? Alfred Humblot comme tous les autres membres de la maison ne supporte plus la morgue de cet héritier mais il est pour autant impossible pour la maison Ollendorff de se fâcher avec ceux qui détiennent pour ainsi dire la vie de l'entreprise entre leurs mains : « Il est très fâcheux, et croyez que j'en suis particulièrement contrarié, de constater que chaque proposition que je vous soumets, dans notre intérêt commun, soit immédiatement mise en échec par vos prétentions exagérées de modification aux conventions prévues dans les traités existants<sup>34</sup>. » Impossible de satisfaire les demandes folles de l'héritier qui se dit radical-socialiste, mais la maison Ollendorff doit-elle renoncer pour autant à ce volume de nouvelles inédites ? « Je dois vous faire simplement remarquer qu'il s'agit cette fois de nouvelles et d'œuvres sur lesquelles vous n'avez aucune espèce de droits, pas plus que sur les manuscrits qui sont entre mes mains et qui n'ont jamais été publiés, rétorque, sûr de son fait, l'arrogant marchand de biens que les hasards de la vie ont mis entre ses mains. Le traité Conard prévoit la possibilité pour vous de publier les morceaux inédits, mais sous réserve évidente de mon autorisation et sans vous en transmettre d'aucune façon la propriété<sup>35</sup>. » Autrement dit, l'héritier qui considère les textes non comme des œuvres à faire connaître mais comme des biens à exploiter entend bien céder la plus petite autorisation possible à l'éditeur qui a pourtant tout fait pour Maupassant et certainement pas la pleine et entière propriété de ces textes pour la durée prévue par la loi — ce qui de l'aveu même des maisons Grasset ou Gallimard constituera pourtant le seul socle possible de la réussite éditoriale au XXe siècle.

---

<sup>30</sup> Lettre de Jean Ossola à M. Mendel en date du 9 février 1908.

<sup>31</sup> Lettre de M. Mendel à Jean Ossola en date du 11 février 1908.

<sup>32</sup> Voir Robert Caplain-Dol, *C'était une librairie*, Paris, Editions du Scorpion, 1963.

<sup>33</sup> Lettre de Jean Ossola à la maison Ollendorff en date du 29 juin 1910.

<sup>34</sup> Lettre d'Alfred Humblot à Jean Ossola en date du 9 juillet 1910.

<sup>35</sup> Lettre de Jean Ossola à la maison Ollendorff en date du 12 juillet 1910.

Ollendorff lui-même, il faut bien l'admettre, a sans doute été léger car il a par exemple autorisé verbalement un certain Belinac à faire un volume de grand luxe pour bibliophiles hors commerce offert à des amis, 100 exemplaires, d'un texte appelé très justement *Imprudence*, tout cela réalisé par le biais de la société des Imprimeries Lemercier, autorisation pour laquelle le patron a demandé 200 FF en 1897, tandis que le rusé Belinac deux ans plus tard semble-t-il en a tiré plus d'exemplaires que prévus pour les vendre très cher, 100 FF l'exemplaire, annoncé dans la *Bibliographie de la France* ; du coup, tout le monde est intervenu et a demandé des comptes à l'éditeur indélicat en lui intimant au passage l'ordre de payer des droits de 900 FF et non plus 200 FF, mais aucun papier, rien n'a été établi, et tout s'est passé à la bonne franquette sans autre forme de procès<sup>36</sup>. Ainsi a travaillé la maison, dans la décontraction, en cédant trop souvent ses droits, de manière forfaitaire, sans trouver le moyen d'exploiter elle-même ses richesses, pour en tirer plus d'avantages. Et sans doute la maison a-t-elle agi ainsi, considérant que l'édition de luxe est plus une édition de prestige qu'une véritable affaire commerciale, mais c'est encore assurément une erreur d'appréciation tant l'édition de luxe gagne en importance entre 1870 et 1939 où certains, de Pelletan au célèbre Carteret, réussirent à donner des volumes qui atteignent aujourd'hui de bien belles cotes dans les salles de vente où s'agitent des spéculateurs du monde entier qui peuvent signer des chèques à cinq, six ou sept chiffres. A la décharge de la maison Ollendorff, il faut toutefois admettre qu'à la fin du XIXe siècle rares sont encore les exploitations dérivées possibles des livres, les traductions sont peu nombreuses et débouchent généralement sur des ventes limitées. Quant aux autres exploitations possibles, elles sont quasi nulles sinon au théâtre. Les écrivains négocient séparément les publications en feuilleton dans la presse et l'édition de leurs volumes en librairie. Si les contrats restent flous sur tous ces points, c'est que les sommes en jeu sont sans doute négligeables aux yeux des uns comme des autres et que comme le disent les frères Fischer — qui sont auteurs avant d'être éditeurs — il est d'usage, naturel en quelque sorte, que l'auteur encaisse l'essentiel du produit de ces possibles exploitations quand l'auteur est important, et donc en position de force dans sa maison d'édition, quand bien même celle-ci a justement bâti la gloire de l'artiste et lui a permis de se vendre cher partout, bientôt à la radio et même au cinéma.

A partir des années 1900, la moindre opération liée à Maupassant donne lieu à des problèmes, en raison des ruses du sieur Ossola et du manque de rigueur dans la gestion des affaires à la Chaussée-d'Antin. Les premiers courriers débouchant sur de gros désaccords datent de 1906, l'année même de l'union de l'avocat avec la précieuse nièce, tant et si bien qu'il est loisible de se demander s'ils ne sont pas épousés pour ce motif même, la nièce ayant l'assurance tranquille que ses affaires seraient bien gérées, le généreux radical-socialiste ayant la certitude de pouvoir tirer de juteux profits de cette œuvre qui peut se vendre à tous les prix, partout, sans fin. Les conflits ne cessent de se suivre et de se ressembler entre la vieille maison habituée aux affaires entre gens de bonne foi et l'avocat rusé qui est allé jusqu'à faire une thèse en propriété littéraire, soutenue en 1908, pour mieux pouvoir repérer toutes les

---

<sup>36</sup> Lettre de la maison Lemercier à Paul Ollendorff le 22 novembre 1899.

faillies dans les contrats et pouvoir chaque fois que possible déposséder la maison Ollendorff de ses prérogatives<sup>37</sup>.

La maison exploite alors pour l'essentiel les œuvres de Maupassant dans de belles éditions illustrées à 3,50 francs. Jean Ossola en 1906 cède également à la même maison de la rue de la Chaussée-d'Antin le droit de tirer des volumes à un franc des mêmes œuvres. Pour toutes les autres exploitations possibles, il prétend garder ses droits et les céder au coup par coup, selon les propositions, pour autant qu'elles soient alléchantes aux yeux du redoutable avocat. L'homme compte bien multiplier les contrats et sans doute la maison Ollendorff n'est-elle pas ou plus en mesure de pouvoir seule exploiter ces différentes séries sous de multiples formes ; elle préfère se concentrer dans le domaine de l'édition courante et délaissier tout ce qui lui semble en marge de cette édition traditionnelle. Un Grasset, un Gallimard, essaieront plutôt par la suite d'occuper tous les terrains et de garder à tout coup le *copyright* entier des textes publiés pour ne jamais permettre à d'éventuels concurrents de s'enrichir à partir de leurs auteurs.

En 1907 la maison Ollendorff qui n'est pas très téméraire cède à l'éditeur Louis Conard les droits pour une belle édition des œuvres de Maupassant, roulée à 5 000 exemplaires par les soins de l'Imprimerie nationale, qui doit compter entre 25 et 30 volumes environ. Jean Ossola dès le début est contrarié de ces affaires dont il n'a pu avoir le contrôle ; en vérité, il est surtout marri que la maison Ollendorff ait touché quelque chose en cette affaire alors qu'il estime que le tout eût dû lui revenir. Mais le farouche héritier se réchauffe tant la beauté de l'édition Conard le comble qui doit ajouter aux volumes courants — mais ne font-ils pas concurrence aux volumes de la maison Ollendorff à 3,50 FF ? — une belle édition de luxe. Cette édition qui compte en tout 29 volumes paraît entre 1908 et 1910<sup>38</sup>. Tout reste géré à l'ancienne, les éditeurs s'entendent par conventions verbales, la série est lancée pour une durée de six ans à peine, mais elle est reconduite à plusieurs reprises, permettant à Louis Conard d'exploiter son petit trésor sur des années et des années. Ainsi la maison continue-t-elle de travailler de manière flottante, irrégulière ; elle cède des droits sans comprendre que cela lui porte tort, en partie du moins, et demande en l'espèce des droits forfaitaires à l'éditeur Louis Conard au lieu d'un intéressement sur les ventes, 90 centimes par volume tiré de l'édition courante. Mais du coup, les conventions étant tacitement renouvelées, des années plus tard, l'éditeur Louis Conard peut augmenter ses tarifs, et ce qu'il a payé longtemps avant n'est plus grand-chose au regard des augmentations de prix que lui consent la maison Ollendorff. Cette gestion à l'ancienne entre gens de bonne urbanité n'est plus possible à l'époque de Jean Ossola et autres professionnels de la chicane prompts à utiliser les ressources du droit pour faire échec au pragmatisme ou à l'empirisme des anciens. Il est vrai que la maison s'est montrée à plusieurs reprises négligente car, sans doute peu intéressée par l'édition de luxe qui lui semble être un passe-temps, elle cède au fameux Carteret le droit de donner une édition de luxe d'*Une vie*, édition autorisée par Ollendorff en 1907, et qui verra le jour en 1920 ! Telle est la maison, aux pratiques confraternelles, peu dure en affaires, qui ne se fait payer qu'une fois les autres opérations réalisées au lieu d'exiger un paiement par

---

<sup>37</sup> Cette intéressante thèse porte sur les projets de réforme de la propriété littéraire. Sans surprise, l'avocat se dit dans ce texte très favorable à une prolongation du *copyright*. Le contraire eût été étonnant !

<sup>38</sup> Voir Patricia Prenant, *op. cit.*, p. 228 et suivantes.

avance. Alors même qu'elle paie rubis sur l'ongle tout ce qu'elle tire ! N'apparaît-elle pas aux yeux de certains tel un coffre-fort garni de richesses dans lequel il est possible de venir puiser pour réaliser quelques belles opérations juteuses à partir de titres de Colette, de Maupassant ou d'autres comme Mirbeau dont les livres de luxe comme ceux d'Uzanne partent généreusement à prix d'or auprès d'amateurs fortunés ?

L'avocat de la Riviera tire-t-il argument de ce genre de laxisme pour prendre le contrôle des opérations et s'imposer comme le seul intermédiaire en ces affaires ? Il essaie en tout cas dès que possible de doubler la maison Ollendorff et il cède par exemple des droits à la maison Delagrave pour un volume de morceaux choisis sans que la maison Ollendorff n'ait son mot à dire, estime-t-il, ni à toucher le moindre centime sur des textes que l'éditeur historique a quand même bien payé de sa poche. Le farouche héritier se plaint, au début des années 1910, de ne pas avoir la main sur le volume cédé à ladite maison Delagrave. Alfred Humblot ne peut que lui redire que cette manière de faire à la hussarde est contraire à tous les usages<sup>39</sup>. Mais que la maison Ollendorff n'a-t-elle fait inclure dans ses traités de clauses précises concernant l'étendue de la cession des droits et le partage des droits annexes lors d'exploitations secondaires ?! Jean Ossola a beau jeu de s'engouffrer dans les failles des traités et de refuser systématiquement tout ce à quoi il n'est pas poussé contractuellement. Et encore, même quand le droit n'est pas de son côté, essaie-t-il, dans la mesure du possible, de se soustraire à ses obligations. S'il y a un centime qu'il peut ne pas laisser dans la poche d'Ollendorff, il trouvera le moyen de le lui chiper. Au risque de précipiter la maison dans la tombe. Pour autant, la marque du passé a-t-elle vraiment cru pouvoir s'abriter sans fin derrière les usages, les pratiques, sans que jamais tout cela n'ait été formalisé contractuellement ? Que n'a-t-elle compris que c'est le respect des règles strictes qui a fait dans ces mêmes années la force des jeunes maisons concurrentes comme Fayard ou Flammarion, bien mieux administrées par des hommes honnêtes et droits, et tout aussi rigoureux dans leurs affaires que le seront bientôt les grands éditeurs du XXe siècle, Bernard Grasset ou Gaston Gallimard ?!

Après la guerre la situation est devenue difficile. Jean Ossola sans surprise veut toucher plus. Toujours plus. Mais la maison Ollendorff est dans la difficulté et perd de l'argent sur les volumes de l'œuvre de Maupassant en raison de toutes les majorations. La guerre a tout bouleversé, les matières premières, les coûts de production, le prix de la main d'œuvre, tout a flambé et la maison pour s'y retrouver n'a guère pu faire autrement que d'augmenter ses tarifs. L'héritier veut aussitôt ce qu'il estime être sa part du gâteau. André Delpuech, devenu responsable de la maison, lui demande « s'il est juste que nous soyons, nous éditeurs, les seuls à supporter les pertes par la majoration du prix de revient ». « Si au lieu de vous payer un droit d'auteur fixe par an nous avons traité sur les bases suivantes, comme il a été fait pour certains auteurs, les frais de fabrication étant couverts, le bénéfice étant partagé par moitié entre l'auteur et l'éditeur, au lieu de toucher 75 centimes par exemplaire, votre part eût été réduite en moyenne à 25 centimes. Vous voyez donc que les conditions de vos traités sont encore très avantageuses puisque, quelles que soient la cherté du papier et la majoration des imprimeurs, brocheurs ou des autres frais, vos droits sont intangibles, alors que nos bénéfices diminuent progressivement jusqu'à devenir négatifs<sup>40</sup>. »

---

<sup>39</sup> Lettre d'Alfred Humblot à Jean Ossola en date du 26 janvier 1911.

<sup>40</sup> Lettre d'André Delpuech à Jean Ossola en date du 4 août 1920.

Si la maison ne gagne plus d'argent avec Maupassant, son grand auteur, elle est virtuellement morte. Il ne lui reste en effet plus que quelques années à vivre. Mais n'a-t-elle pas pris un gros risque en s'engageant à payer une somme forfaitaire sur chaque volume tiré ? Le contrat pour l'exploitation des œuvres illustrées à 3,50 FF, dite édition grand in-seize jésus, signé entre Lavareille d'un côté et Ollendorff et Mendel de l'autre, en date du 7 décembre 1899, fait obligation à la maison de payer un droit d'auteur de 0,75 franc par volume tiré. Jean Ossola se croit donc logiquement fondé à demander que ces droits soient augmentés proportionnellement à l'augmentation du prix de vente. Le bouleversement des conditions de production a mis à mal le fragile édifice de l'équilibre économique de la maison. Il est vrai que 0,75 FF sur 3,50 FF équivalent à plus de 20 % de droits d'auteur ! Et sur des volumes qui ne sont pas même sûrs d'être vendus ! Payés d'avance ! La maison n'a pas eu peur d'offrir de très généreuses conditions au grand auteur normand ou à ses héritiers pour pouvoir réussir à exploiter son œuvre. A aucun moment Jean Ossola ne se demande comment Ollendorff peut réussir à gagner de l'argent dans une économie aussi serrée. A aucun moment il ne comprend que les maisons, en pleine crise, au sortir de la guerre, ne peuvent répercuter l'ensemble des coûts qui ont augmenté dans le prix de vente alors que les librairies sont désertées et que la vente est atone. La maison a fait de mauvais choix parce qu'elle a cru pouvoir fonctionner sur ce modèle alléchant pour les auteurs à la mode, elle ne peut plus se permettre de verser inconsidérément trop d'argent pour des œuvres qui ne se vendent plus autant qu'auparavant. Flammarion, Albin Michel et tous les autres abandonneront un par un ce type de pratique pour préférer une plus juste et plus logique rémunération sur le montant des ventes, ce qui n'empêchera pas toutefois le versement de quelques à-valoir déraisonnables à l'occasion mais du moins les auteurs prendront-ils l'habitude de voir leurs droits indexés sur les ventes et non plus sur les tirages. Le 27 octobre 1920, Jean Ossola en position de force comme toujours réussit à extorquer 10 % de plus pour lui. « 10 % de l'augmentation au-dessus de 3,50 FF », 10 % qu'il dit accepter, si tout cela lui est compté à partir du jour même de l'augmentation, c'est-à-dire avec effet rétroactif. Les étranges diatribes anti-Maupassant d'André Delpeuch se comprennent mieux à la lumière de ces discussions fébriles, n'est-ce pas l'insupportable morgue de l'héritier acharné à faire cracher au bassinet la maison qui a dégoûté de l'œuvre pourtant remarquable du protégé de Flaubert l'éditeur qui n'en peut plus<sup>41</sup> ? L'avocat âpre au gain n'est-il pas même responsable de la chute de la maison ? Ce sont les mauvais choix de paiement au forfait qui sont devenus trop lourds pour la maison quand il a fallu payer à des héritiers cupides la part qu'ils ont réclamée en raison de l'augmentation des prix qui ont perturbé gravement l'économie de l'entreprise ; toutefois, par son intransigeance, il ne fait aucun doute que le sieur Ossola a très nettement aggravé la situation de la maison et précipité sa chute. Sans doute le radical-socialiste estime-t-il normal que la vie des entreprises soit ainsi et que, quand l'une tombe, il est logique qu'une autre s'y substitue. Il ne sera pas celui qui s'en plaindra, jugeant sans doute le futur patron du fonds Ollendorff bien plus doué et bien plus actif que les anciens administrateurs issus du XIXe siècle.

---

<sup>41</sup> Voir les diatribes anti-Maupassant dans le livre d'André Dinar alias André Delpeuch, *Fortune des livres*, Paris, Nantail, 1938. André Delpeuch semble avoir quitté Ollendorff en 1922 pour s'établir lui-même libraire rue de Babylone où il publie de nombreuses choses avant de devoir fermer boutique à la fin des années 1920.

A la lumière de tous ces différends les relations sans surprise deviennent très mauvaises au cœur des années 1920 entre les insatiables héritiers et l'ancienne maison de prestige en perte de vitesse. De toute évidence les Ossola ont cédé à la tentation de faire le même coup que feront bientôt les héritiers de Pierre Louÿs, à savoir céder les mêmes droits à différentes maisons en toute illégalité. Par lettre du 6 octobre 1921 la maison Ollendorff s'étonne de voir paraître dans la *Bibliographie de la France* l'annonce de volumes de Maupassant chez Calmann-Lévy en édition de luxe in-octavo au prix de 20 FF. « Je ne puis croire que vous ayez donné à la maison Calmann-Lévy l'autorisation de faire ces publications au mépris des droits de notre société, et je vous prie de bien vouloir vous joindre à moi pour en empêcher l'exécution, écrit, tel un enfant de chœur, l'administrateur de la Chaussée-d'Antin. Vous n'oubliez pas d'ailleurs que nous avons donné à la maison Crès l'autorisation de faire une édition de luxe d'*Une vie*. Cette maison vient de m'adresser le 1<sup>er</sup> octobre courant une lettre de protestation...<sup>42</sup> » C'est sans nul doute atterrés mais non vraiment surpris que les gens de la maison ont compris que le sieur Ossola avait bien essayé de vendre deux fois les mêmes droits en violation de toutes les règles. Heureusement, les maisons Ollendorff et Calmann-Lévy sont de bonne foi en cette affaire et règlent au mieux leur différend. « Désireux de part et d'autre dans un esprit de bonne confraternité, et à raison de nos anciennes et excellentes relations, d'éviter tout conflit entre nos deux maisons au sujet de la publication des éditions de luxe de Guy de Maupassant », il a été convenu que la maison Ollendorff laisserait Calmann-Lévy publier son premier volume *Une vie* et qu'ensuite la même maison patienterait en attendant que le conflit soit réglé avec le sieur Ossola. Les deux maisons protestent de leur bonne foi, comprenant qu'elles ont été toutes deux bernées par l'indélicat ayant droit<sup>43</sup>. En fait, le sieur Ossola n'en est pas à son coup d'essai : depuis qu'il est devenu l'héritier en titre, il n'a cessé d'intriguer pour essayer de vendre les droits ici ou là et à chaque fois la maison a dû intervenir pour lui rappeler ses droits et obtenir qu'elle soit partie prenante des accords qui altèrent d'une manière ou d'une autre sa propre économie. Dès 1917 le politicien au grand cœur a réussi à blouser le rigoureux Crès en lui faisant croire qu'il possédait les droits, avant que, le livre paru en 1920, Ollendorff ait découvert le pot aux roses. En attendant, il a touché pour l'affaire Calmann-Lévy la jolie somme de 28 800 FF. Mais cette fois-ci la maison qui n'en peut plus attaque. Au motif que non seulement elle a été écartée de la conclusion du contrat mais que tout cela porte atteinte à ses droits d'exclusivité<sup>44</sup>. En fait, Jean Ossola exploite une des failles des contrats, considérant qu'il n'est pas inscrit au cœur de ces traités que la cession est totale, exclusive ou définitive, mais tout au plus partielle, ponctuelle, unique ; il insiste par ailleurs sur le fait que le cessionnaire, qui n'est alors que le gestionnaire momentané des droits, le sieur Lavareille, et non l'héritier lui-même, ne peut avoir eu le pouvoir de signer un traité équivalent à un transfert de propriété des titres signés Guy de Maupassant. Et, en mai 1923, coup de théâtre, la maison Ollendorff perd en justice car elle ne peut faire la preuve en effet d'avoir un contrat en bonne et due forme lui permettant d'exploiter pour toujours les œuvres de luxe de Maupassant, chose d'ailleurs qu'elle ne fait pas, se contentant de traiter au nom des héritiers avec des éditeurs

<sup>42</sup> Lettre de la maison Ollendorff à Jean Ossola en date du 6 octobre 1921.

<sup>43</sup> Lettre de la maison Ollendorff à Calmann-Lévy en date du 11 novembre 1921.

<sup>44</sup> Voir Patricia Prenant, *op. cit.*, p. 251 et suivantes.

tiers. C'est par ce jugement inique la victoire du droit malhonnête sur la bonne foi maladroite, la maison Ollendorff ayant stupidement fait signer des traités mal formulés et n'ayant pas compris que son intérêt vital était de sécuriser des contrats de cette importance. Que l'éditeur n'y a-t-il pensé du vivant de l'auteur ?! Leur amitié eût très probablement permis de trouver un terrain d'entente. Ollendorff n'a-t-il pas pu anticiper sur tout cela ? N'a-t-il jamais voulu sécuriser ses contrats en prenant les conseils d'un bon avocat ? A-t-il cru pouvoir gérer indéfiniment ses affaires dans une atmosphère de confiance et de bonne humeur ? C'est la nouvelle mentalité de ceux pour qui une œuvre n'est pas un produit de l'esprit mais un objet manufacturé qui peut rapporter gros qui met par terre cette ancienne manière de faire. A aucun moment l'héritier ne se soucie-t-il de l'œuvre de Maupassant dont il n'a peut-être pas lu une ligne et dont il ne parle jamais dans sa correspondance, il se soucie de ce que cela peut lui rapporter, le plus possible, quitte pour cela à dépouiller ceux qui ont justement servi la cause de l'auteur et précipiter la chute de la maison sans laquelle les volumes de contes et romans n'eussent jamais eu une aussi belle facture. En 1924 la maison Ollendorff n'a plus d'autre choix que de devoir se vendre alors qu'une belle et propre exploitation des œuvres de Maupassant l'eût assurément renflouée. La maison fait appel du jugement et parvient dans la foulée à un accord avec Jean Ossola mais cela ne la sauve pas. Elle est de toute façon dans une bien trop fragile situation. Et tandis que le sieur Ossola verse à la maison Ollendorff les quelque 8 000 francs qui lui reviennent dans l'opération en suspens avec Calmann-Lévy, la maison de la Chaussée-d'Antin verse en 1924 la somme de 115 536 FF pour solde de tout compte. Que Jean Ossola s'entende désormais avec Albin Michel pour la suite de l'exploitation de l'œuvre du grand auteur normand !

Les Calmann-Lévy, benoîts, viennent aux nouvelles en date du 22 mai 1924, ayant sans doute eu vent de la cession Ollendorff au bon Albin Michel. Ils veulent savoir où en est le différend entre les parties, s'il a été réglé, et si leur série sur vélin peut enfin reprendre<sup>45</sup>. Albin Michel, énergique et ferme, répond de manière précise : « Bien que j'aie été le promoteur de l'arrangement intervenu entre M. Ossola et la librairie Ollendorff, je n'ai agi, en la circonstance, qu'à titre purement amical et je n'ai pas à connaître les tenants et les aboutissants de ce différend. » Mais, étant devenu « le propriétaire des éditions Ollendorff » [*sic*], Albin Michel dit avoir à connaître les traités passés entre Calmann-Lévy et la famille Ossola, et bien sûr c'est à lui désormais de toucher les sommes prévues et d'en rétrocéder ce qu'il faut à l'héritier en titre. Par un tour de passe-passe, Albin Michel ayant repris le fonds Ollendorff s'est en même temps fait reconnaître comme titulaire des traités pour les éditions de Maupassant. Sans limite aucune<sup>46</sup>.

Albin Michel est beaucoup plus vif que ses confrères en déroute, il envoie des lettres pleines de sève, donne du « cher ministre » à Jean Ossola, veut le voir à déjeuner, le félicite dès qu'il est élu ou réélu, il le flatte, le cajole, il parle de Maupassant comme d'un grand maître, il évoque son dévouement pour faire vendre l'œuvre. C'est un véritable éditeur. « Mon cher Ministre, Etes-vous à Paris ? Si oui, voulez-vous me faire l'amitié de venir déjeuner avec moi le jour qu'il vous plaira dans le courant de ce mois. Je serai heureux de

---

<sup>45</sup> Lettre de la maison Calmann-Lévy à la maison Ollendorff qui fait suivre aux Editions Albin Michel en date du 22 mai 1924.

<sup>46</sup> Lettre d'Albin Michel à la maison Calmann-Lévy en date du 25 juillet 1924.

vous remettre un gentil petit chèque représentant les droits d'auteur Guy de Maupassant<sup>47</sup>. » En voilà un qui sait parler aux héritiers ! C'est ainsi qu'Albin Michel a réussi là où Ollendorff a échoué ; en étant un véritable éditeur, entreprenant, en discutant vigoureusement entre hommes, à table, dans de bons restaurants, quand les successeurs de Paul Ollendorff ont traité Ossola en simple intermédiaire illégitime, en faisant de Maupassant une simple affaire, alors que pour Albin Michel l'auteur du *Horla* est une opération de prestige, une affaire certes mais qu'il entend travailler, relancer, faire vivre, et non simplement administrer à partir de vieux traités du siècle passé entre gens qui sont morts et enterrés depuis. Sans doute a-t-il profité aussi de la nouvelle implication en politique de l'avocat qui n'est plus aussi libre de son temps que par le passé et qui sait maintenant avoir en Albin Michel un éditeur dévoué à qui il rétrocède la moitié du produit des ventes annexes en échange d'une gestion rigoureuse des droits<sup>48</sup>. Les deux hommes n'iront-ils pas même bientôt au procès ensemble contre le malheureux Louis Conard qui n'a pourtant pas démerité au motif que lui aussi a augmenté ses prix de vente et qu'il doit accepter de payer davantage de droits, en plein cœur des années 1930, en pleine crise ? Et si sans nul doute l'héritier près de ses sous a de suite senti et apprécié le dynamisme commercial du jeune éditeur dont il sait maintenant qu'avec lui il pourra gagner bien plus, il n'a guère eu le temps d'apprécier sa compagnie lors de joyeuses agapes : le politicien disparaît dans un accident de voiture en 1932, laissant à la veuve le soin désormais d'encaisser les gros chèques envoyés depuis la rue Huyghens.

Il ne fait guère de doute que la maison Ollendorff comme beaucoup est très perturbée par la hausse des coûts qui vient mettre par terre son économie chancelante au sortir de la guerre. Manquant d'énergie et de moyen, elle délègue de plus en plus suicidairement à d'autres le soin d'exploiter son propre fonds. Ainsi est-ce en juin 1921 que la librairie Ollendorff cède à Flammarion le droit exclusif d'éditer l'œuvre de Maupassant à bon marché, c'est-à-dire à tous les prix inférieurs à celui de l'édition in-seize illustrée<sup>49</sup>. La maison Flammarion fera rentrer les œuvres dans l'une ou l'autre des collections à bas prix de la maison, « Nouvelle Collection illustrée », vendue deux francs le volume, la « Select » vendue 1,20 franc le volume, « Une heure d'oubli », vendu 45 centimes le volume. Dans le premier cas, les droits sont de huit centimes par exemplaire, sur un tirage de 100 000 exemplaires, dans le second six centimes de droits sur 100 000 exemplaires, dans le dernier 1,5 centime sur 100 000 exemplaires. Pour la cession consentie, Flammarion garantit un minimum de 500 000 francs<sup>50</sup>. On comprend que la maison Ollendorff ait sauté sur l'occasion. Mais n'est-ce pas en échange de cet heureux argent frais l'abandon de toutes les chances pour elle de gagner plus en exploitant elle-même sous des formes séduisantes ces mêmes œuvres qui sont leurs plus belles pièces ?

Que fait la maison de ces nouvelles et inattendues richesses ? Elle s'en sert pour apurer les comptes qui deviennent sévèrement déficitaires et investit ce qu'elle peut dans toutes sortes de parutions mais celles-ci, de plus en plus éphémères, se dévaluent très rapidement ; elle soutient encore des entreprises intrépides comme celle des œuvres complètes

---

<sup>47</sup> Lettre d'Albin Michel à Jean Ossola en date du 3 septembre 1926.

<sup>48</sup> Voir Patricia Prenant, *op. cit.*, p. 254.

<sup>49</sup> Ce que confirme par lettre Robert Esménard en date du 16 juin 1947 à un éditeur qui eût été intéressé par une édition de ce genre, un certain Pierre Chanlaine de la maison Boursiac à Paris.

<sup>50</sup> Documents internes, fonds Flammarion, archives IMEC.

de Victor Hugo dite de l'Imprimerie nationale, opération gourmande en capitaux qui a été initiée au début des années 1900 et qui est relancée à la fin de la guerre. A la fin des années 1920, la maison aura déboursé pas moins de 338 253 FF pour ces quelques volumes et ce n'est toujours pas fini. Albin Michel terminera l'opération... en 1952 !

La maison Ollendorff, avant de se vendre, a cédé la série Hugo à une maison tiers qui l'a elle-même dans la foulée revendue à Albin Michel. Ce dernier, heureux d'avoir pu acquérir la série à bon prix à un moment où ses affaires sont très bonnes, entend exploiter au mieux la collection en comptant sur des achats massifs de la part de bibliothèques et autres institutions. Mais un procès vient diviser les responsables de chez Ollendorff et le très rigoureux Albin Michel à la fin des années 1920. Tout part en cette affaire du fait qu'Albin Michel a récupéré lesdites œuvres de l'Imprimerie nationale par la société appelée Les Œuvres qui par contrat n'a logiquement pas pu être autorisée à les transmettre à des tiers. Albin Michel a alors promis 250 000 FF pour l'achat global de la série et du contrat avec paiement en partie effectué de 140 000 FF. L'éditeur de la rue Huyghens est très logiquement pressé d'en finir pour pouvoir commercialiser ce qu'il a entre les mains et mettre en chantier le reste au plus vite... pour tout vendre avant que les droits de Victor Hugo ne tombent dans le domaine public. Du fait de tous ces empêchements, et des procédures engagées, il estime à la fin des années 1920 le préjudice subi à 300 000 FF minimum. La cour statue en 1931 et condamne la société Les Œuvres à rembourser 200 000 FF à Ollendorff. Elle déboute en même temps Albin Michel de ses demandes contre Ollendorff et l'autre maison, ce qui l'empêche d'exploiter sa série pourtant dûment payée, mais elle déboute parallèlement Ollendorff de ses demandes contre Albin Michel, considérant que cette dernière maison est hors de cause dans cette affaire qui ne fait opposer que les deux premières sociétés en affaires entre elles. Albin Michel est bien « propriétaire du stock et titulaire de l'édition dite de l'Imprimerie nationale des œuvres de Victor Hugo<sup>51</sup> ». Une fois ces affaires réglées, l'éditeur de Pierre Benoit devenu celui de Victor Hugo *post-mortem* peut reprendre à grands frais l'édition des très belles œuvres qui seront terminées après la seconde guerre et rapidement épuisées.

Tout cela montre comment la maison de Georges Ohnet a évolué. D'un simple comptoir d'édition actif, innovant, dynamique, du temps de Paul Ollendorff, la maison rebaptisée Société d'éditions littéraires et artistiques a voulu devenir un vrai centre de publication de qualité, ambitieux, à partir des années 1900, mais sans prendre la mesure des efforts gigantesques à fournir pour y parvenir, à un moment où, si elle se patrimonialise avec profit en publiant Hugo, l'argent lui manque pour le reste où elle devient de plus en plus à la peine face aux nouveaux concurrents. Elle eût pu sans doute se rétablir encore au mieux par quelques réussites en librairie et le lancement de belles séries couronnées de succès mais la première guerre mondiale est venue entre temps mettre à mal le fragile édifice de l'équilibre économique des maisons dont jusque-là le prix de vente médian des nouveautés est resté aux abords des 3,50 FF. Beaucoup plus rusé, Albin Michel, comme Flammarion, laisse les autres maisons investir des sommes gigantesques dans de grands projets démesurés et il les récupère à vil prix le temps des difficultés venues, grâce à l'argent des *best-sellers* faciles qu'il a su écouler en masse. Entre 1870 et 1914, l'édition littéraire est bien obligée de muter, les acteurs

---

<sup>51</sup> Confirmé par lettre de l'avocat Léonard Péjoine à Albin Michel en date du 5 juin 1931.

les plus intrépides de l'édition commerciale ayant engrangé trop de succès pour ne pas dominer sèchement l'édition traditionnelle aux méthodes de vente artisanales, tel le Mercure de France, lui aussi dépassé par la NRF dès la fin des années 1910, cependant que ses auteurs les plus commerciaux, comme Pierre Louÿs, ont depuis belle lurette déjà été récupérés par des marques plus aventureuses comme Albin Michel. Le temps de l'édition raffinée est passé ; de belles réussites seront encore possibles mais il faudra que les bases des maisons désormais soient solides, étayées par de francs succès de librairie, obligeant à des opérations en direction du grand public. Gaston Gallimard bientôt se fera fort d'expliquer la chose à André Gide ou Paul Claudel, tous deux fâchés par cette évolution des tendances en librairie...

De 1918 à 1924, la maison Ollendorff publie encore quelques beaux textes, *Fumée d'opium* de Claude Farrère, *Hôtel Dieu* de Pierre-Jean Jouve, quelques titres de Francis Carco, elle réédite *Le Bossu* en cinq volumes, elle s'investit comme d'autres dans l'édition de luxe ou de semi-luxe et donne un très chic Baudelaire quand elle ne ressort pas du Jules Renard ou du Jean Lorrain dans de très beaux volumes sur vergé. Son grand auteur s'appelle désormais Romain Rolland<sup>52</sup>. Elle exploite les richesses du fonds mais elle ne sait pas investir avec talent dans les auteurs les plus prometteurs de l'après-guerre. Après Ollendorff, après Valdagne, après Humblot, après Delpuech, elle n'a guère de lecteur au nez fin qui sache repérer le blé en herbe, les jeunes auteurs les plus talentueux, alors que Bernard Grasset se dépense sans compter pour flairer partout ce qui peut être le plus enrichissant, parvenant ainsi à arracher Raymond Radiguet qui n'a pas même vingt ans à ses infortunés confrères. La maison de la Chaussée-d'Antin ne sait ni former une équipe comme le fait la NRF depuis la fin des années 1910 ni attirer à elle les auteurs les plus ambitieux comme Grasset dont le dynamisme commercial fait jaser depuis son lancement en fanfare de *Maria Chapdelaine* à la fin des années 1910. Ollendorff n'est ni une grande maison littéraire comme la NRF le devient en imposant Marcel Proust ni un comptoir d'opérations commerciales comme Flammarion où officient désormais ces deux zèbres de Max et Alex Fischer qui imposent sans complexe une littérature parfois racoleuse, toujours grand public, comme celle de Victor Margueritte et de sa *Garçonne*. Ni prestigieuse ni vendeuse, la maison Ollendorff est deux fois dépassée.

L'exercice de la maison qui se termine au 30 juin 1923 dont le passif, comme l'actif, est de 3 200 454 FF se solde par une perte de 112 313 FF « qui provient d'un amortissement immédiat de 25 % sur les volumes que nous avons fabriqués dans l'année », lit-on dans le procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 27 décembre 1923, des volumes dont la mévente à terme est plus que probable. Mais la maison se dit encore vaillante, elle se réjouit d'avoir lancé de nouvelles collections, dont une de romans d'aventures sous la direction de Paul Féval fils. « Nous nous occupons de lancer à nouveau les auteurs de notre fonds, si riche en célébrités littéraires, Romain Rolland, Guy de Maupassant, Claude Farrère, Louis Bertrand, Jean Rameau, Mermeix, Abel Hermant, Camille Mauclair, [...] dont les ouvrages constituent une des parties importantes de notre catalogue. » Mais n'appartiennent-ils pas tous au passé ? *Quid* de Georges Ohnet qui est pour ainsi dire presque oublié déjà ? La

---

<sup>52</sup> Lui aussi vend bien : au milieu du XXe siècle, le tirage de *Jean-Christophe* aura atteint en tout les 989 115 exemplaires, *L'Ame enchantée* 309 235 exemplaires, *Colas Breugnot* 111 664 exemplaires, *Pierre et Luce* 39 211 exemplaires, fonds Albin Michel, archives IMEC.

maison se félicite encore que de Porto-Riche qui vient d'entrer à l'Académie française soit resté fidèle à la maison mais vraiment peut-elle compter sur lui pour sauver les comptes de l'entreprise ? « Nous avons appelé à nous de jeunes auteurs » mais les noms qui suivent sont restés désespérément inconnus dans l'histoire des lettres, sinon celui de T'Sterstevens, « et nous sommes satisfaits de constater que leur talent s'est affirmé par nos soins ». Alors que la maison prend l'eau de toute part, elle s'adresse à elle-même d'incroyables *satisfecits* sur tous les plans. De nouvelles méthodes ont été adoptées, les ventes repartent. « Le Conseil d'administration avec la collaboration d'un personnel dévoué comme le nôtre justifiera la confiance que lui ont témoignée les actionnaires<sup>53</sup>. » Mais ce personnel est-il vraiment zélé ? Chacun ne sait-il pas depuis un temps déjà à l'intérieur de la maison que le pire est à venir et que plus rien ne peut sauver une entreprise en grandes difficultés ?

Une lettre d'un certain Achille Segard finit d'éclairer les pratiques de la maison. Il se plaint le 28 mai 1923 du manque de sérieux de l'entreprise qui lui a promis « un compte détaillé » de sa situation. « Je lui avais signalé [au directeur d'alors, sans doute André Delpeuch, remplacé par Gabriel Alphaud] en effet l'insuffisance des comptes que j'ai reçus jusqu'à présent et je lui avais même signalé plusieurs erreurs importantes. Il m'avait promis que le compte détaillé me serait envoyé à la fin du mois de janvier dernier et je n'ai encore rien reçu<sup>54</sup>. » Dans les papiers disponibles au sein des archives se voit le peu de professionnalisme de la maison. Tous les comptes sont sur des feuilles volantes, les courriers non dactylographiés la plupart du temps, tout est à l'avenant, alors que les nouvelles maisons apparues depuis quelque temps sont bien plus rigoureuses et professionnelles. C'est l'ampleur des nouveaux enjeux industriels des lettres, les chances de gros succès, les opérations devenues très lourdes qui forcent les maisons à s'organiser pour attirer les meilleurs auteurs et les fidéliser une fois le temps du succès arrivé. Alors que des maisons comme Ollendorff sont gérées par des administrateurs quelque peu collets montés comme Wladimir d'Ormesson, très bureaucratiques, où les pouvoirs sont dilués, Bernard Grasset est lui toujours prêt à sortir rencontrer les auteurs, dialoguer avec ferveur avec eux, au café, et ne craint pas de les harceler du matin au soir au moment de lancer leurs livres pour être sûr de réussir à frapper fort. L'énergie qu'il est capable de déployer pour lancer un livre dans lequel il croit est sans commune mesure avec ce qu'une vieille maison comme Ollendorff peut faire.

En 1923, le capital de la société anonyme qui a grossi est retombé à un million de francs. Gabriel Alphaud préside aux destinées d'une entreprise dont Jacques Péreyre et Raoul Lansade sont alors les deux plus forts actionnaires. La maison a pris des mesures, les choses se sont améliorées. « La vente s'est accrue de façon telle que pour les quatre premiers mois de l'exercice 1923-1924 elle est passée de 397 000 francs à 657 000 francs, soit une augmentation de 260 000 francs. » Mais tout cela ne suffit pas. « Une combinaison nouvelle nous a permis de reprendre la vente des œuvres de Victor Hugo, édition illustrée, sur des bases excellentes pour notre société. » C'est précisément cet arrangement qui conduira *in fine* au procès quelques années plus tard. La maison ne veut pas voir ce qu'est véritablement sa situation. En 1924, pourtant, elle n'a d'autre choix que de se vendre. Ou plus précisément de céder ce qui peut intéresser les confrères tout en conservant sa propre marque.

---

<sup>53</sup> Document interne, fonds Albin Michel, archives IMEC.

<sup>54</sup> Lettre d'Achille Segard à la maison Ollendorff en date du 28 mai 1923.

Flammarion sans nul doute est sur les rangs pour envisager une reprise du fonds de la célèbre maison de Georges Ohnet. Dans un dossier de la rue Racine figure tout un *listing* de titres du fonds Ollendorff avec ce qui semble être des quantités en regard, sans doute des volumes en stock, la maison de la Chaussée-d'Antin a très probablement pris langue avec les fils Flammarion pour essayer de se vendre auprès de ceux qui ont déjà repris Jouaust ou Charpentier. Il est peu probable qu'elle se soit engagée directement dans des pourparlers avec Albin Michel alors qu'elle est en lien avec Flammarion, maison plus solide, plus ancienne. Ernest Flammarion n'a-t-il pas vendu des milliers d'exemplaires de Georges Ohnet dans ses boutiques ? Et sa marque ne connaît-elle pas l'état exact des difficultés de la maison Ollendorff pour avoir justement obtenu l'exploitation à bas prix des œuvres de Maupassant ? N'est-elle pas celle en quelque sorte à qui doit revenir ce beau catalogue en priorité si l'on peut dire ? Pourquoi donc laisse-t-elle Ollendorff à Albin Michel ? Trouve-t-elle la somme demandée trop forte ? Ou le fonds trop peu intéressant ? Juge-t-elle que ses bons liens avec Albin Michel lui garantissent de pouvoir poursuivre l'exploitation de Maupassant en édition populaire ? Croit-elle faire mieux avec les frères Fischer dans l'entreprise ? Préfère-t-elle garder son argent pour d'autres opérations plus lucratives ? Estime-t-elle qu'elle en a moins besoin qu'Albin Michel dont le catalogue est encore peu étoffé, peu visible, peu remarquable ? C'est sans doute un peu de tout cela qui explique que très étrangement la maison Flammarion pourtant très à l'aise laisse à son rusé confrère le soin de s'emparer des trésors du fonds Ollendorff, alors même que les succès de *La Garçonne* peuvent lui permettre en 1924 d'acheter sans problème le fonds de librairie de la Chaussée-d'Antin<sup>55</sup>. Albin Michel quant à lui a décroché le Goncourt et gagné beaucoup avec Pierre Benoit ; il n'a aucun souci pour déboursier la somme de 1,8 million de francs afin de récupérer le fonds Ollendorff. Il devient du même coup l'un des tout premiers éditeurs de Paris<sup>56</sup>. Comme Flammarion avant lui il a fait le choix de publier des œuvres très grand public dédiées au succès avant d'utiliser cet argent pour reprendre des fonds plus riches, plus prestigieux, laissant le soin aux autres de prendre des risques dans le domaine de la création tandis qu'il multiplie des succès faciles avec des œuvres comme celles de Willy qui plaisent aux lectrices qui aiment à se détendre par des lectures frivoles ou récréatives.

Mais Albin Michel n'est pas qu'un vulgaire vendeur de papier. A peine a-t-il repris le fonds Ollendorff qu'il fait écrire à Romain Rolland, prix Nobel 1915, que son *Jean-Christophe*, jusque-là en dix volumes, sera entièrement recomposé pour être proposé en une meilleure édition. L'auteur veut-il revoir son texte ? « Naturellement vous pouvez compter qu'au point de vue typographique une révision très minutieuse sera faite ici...<sup>57</sup> » Et dans une très belle lettre du 5 décembre 1924 l'éditeur va plus loin et se dit sûr de pouvoir faire vendre et lire davantage l'auteur que ne l'a fait Ollendorff. « J'ai d'abord fait cette constatation avec le plus grand plaisir [...] que vos œuvres pouvaient — avec un appui un tant soit peu sérieux et persistant de l'éditeur — être accueillies par un public extrêmement beaucoup plus étendu que celui que la Librairie Ollendorff avait pu toucher. Un très grand nombre de librairies se sont ouvertes depuis la guerre et particulièrement depuis ces deux dernières années. » Et

---

<sup>55</sup> Document interne, fonds Flammarion, archives IMEC.

<sup>56</sup> Voir Emmanuel Haymann, *op. cit.*, p. 162.

<sup>57</sup> Lettre d'Albin Michel à Romain Rolland en date du 23 avril 1924.

l'éditeur de se dire sûr que les libraires tiennent désormais les livres de Romain Rolland comme des livres de fonds dont il faut toujours avoir des exemplaires en boutique. Mais pour pousser les ventes il faut un nouveau livre, dit le rusé Albin Michel, « un livre nouveau de vous, qui puisse toucher le grand public, j'entends le public qui pense ». Le très madré éditeur ne recule devant rien pour séduire son cher maître : « Excusez-moi, je vous prie, de mon insistance. L'expérience que je crois avoir de mon métier, les observations que j'ai pu faire sur le succès ou non de tant d'écrivains contribuent à me convaincre qu'il y a, en France, une très grande place à prendre, depuis la mort d'Anatole France, que cette place c'est à vous, mon cher maître, qu'elle doit être donnée<sup>58</sup>. » Telles sont les différences entre les anciens administrateurs de la maison Ollendorff et le très énergique Albin Michel. Alors que ceux-ci ont géré tranquillement de petites affaires à l'ancienne, lui s'active, réfléchit, invente, bouscule, convaincu que, s'il ne se montre pas entreprenant, le grand auteur, le cher maître, abandonnera sans regret sa nouvelle maison pour aller à la concurrence. Ce sont ces méthodes-là, doublées d'un management de fer, qui expliquent la réussite de ces nouvelles maisons vives qui guerroient dans le domaine du livre grand public où Ollendorff les a précédées avec éclat avant d'être dépassé.

Dans ses souvenirs distillés dans le magazine *Toute l'édition*, André Dinar, alias André Delpeuch, au cœur des années 1930, ne se lasse pas d'évoquer le bon vieux temps rue de la Chaussée-d'Antin placée sous le signe des méthodes de langue burlesques des origines de la maison dont on imagine qu'elles ont dû donner lieu à de sacrés fous rires dans les bureaux. « Ma sœur a un chapeau fleuri mais le caissier mange des côtelettes de veau. » La maison qui a publié Alphonse Allais eût pu en faire sa devise. Epoque heureuse, se souvient le rédacteur. « On tirait un roman à mille exemplaires et on y pouvait espérer un bénéfice. Le fisc ne dévorait pas les commerçants tout crus. La publicité... n'en parlons pas et les auteurs se contentaient de peu. Aujourd'hui une maison d'édition, accablée de frais généraux prohibitifs, ne peut envisager que des tirages imposants : chaque affaire nécessite une mise de fonds importante, une offensive puissamment organisée. » L'ambiance alors a pu être détendue au sein de la maison, tout a pu se faire à la bonne franquette. André Dinar raconte même qu'un jour le patron a trouvé la maison déserte et toute l'équipe en train de boire un verre au café en bas. Une autre fois il a trouvé ses commis en train de jouer au billard. Le patron a dû chiper les boules pour que les commis veillent bien se remettre au travail. « On ignorait alors le sport, le cinéma et les problèmes économiques et on s'amusait de peu. L'édition est devenue une entreprise délicate qui requiert du patron et de son personnel un effort constant et lucide. [...] Les charmantes comédies de comptoir passeraient pour une offense au dieu livre qui exige maintenant un culte exclusif, sans défaillance. » Que le monde de l'édition a pu changer en quelques années à peine ! « Il n'était pas absolument nécessaire de fournir un prétexte pour participer [aux rencontres informelles d'auteurs dans la maison]. Aujourd'hui on demande un rendez-vous à un éditeur ; à l'heure fixée on vient, armé d'arguments, et en quelques minutes on traite l'affaire. On n'oserait pas faire perdre son temps à un homme harcelé de multiples préoccupations, dont la journée se présente comme une mosaïque strictement remplie. Les temps avaient moins de rigueur et on se piquait de fructueuses flâneries. On entrait donc à la maison Ollendorff, parce qu'on passait devant la

---

<sup>58</sup> Lettre d'Albin Michel à Romain Rolland en date du 5 décembre 1924.

porte, sans autre raison que d'y prendre la température de Paris, avec la certitude d'y retrouver des figures sympathiques ou spirituelles ; et parfois même on y signait un contrat...<sup>59</sup> » C'est là presque au mot près ce que raconte Gabriel Astruc dans ses mémoires au sujet de cette sympathique maison où semble-t-il bien des affaires d'édition sont nées du hasard des rencontres<sup>60</sup>. Cette forme d'édition a été balayée par l'industrialisation du livre, la professionnalisation des maisons qui ont dû tout faire pour séduire et fixer les auteurs et pour réussir à faire que chacun soit content. Pierre Valdagne se plaint au début des années 1900 des nouvelles difficultés dans les domaines du livre : « Ce qui est terrible dans notre métier, à l'heure actuelle, c'est de choisir entre les innombrables auteurs qui ont du talent. Autrefois, le talent était relativement rare ; aujourd'hui, il court les rues : est-ce l'effet des exemptions militaires accordées aux jeunes gens pourvus d'études sérieuses ? Est-ce l'effet du développement général de l'instruction combiné avec la sensibilité nerveuse des générations nouvelles<sup>61</sup> ? » Alfred Humblot, celui-là même qui sera resté célèbre pour avoir refusé Proust, le précise dans une conférence sur l'édition littéraire dix ans plus tard, le défi de l'éditeur est justement désormais de savoir contenter ses auteurs. Tous ses auteurs. Sans en perdre un seul. Sans laisser passer celui qui peut faire la fortune de la maison. Comme Calmann-Lévy a stupidement refusé Georges Ohnet qui a fait la richesse de la maison Ollendorff. « L'art du libraire-éditeur est de savoir l'heure où commencent les goûts du public pour le roman romanesque, le roman naturaliste ou le roman historique et l'heure où ils finissent. Son génie est quelquefois de les faire naître, son talent de les exploiter ; il faudrait à l'éditeur littéraire le tact qui devine les hommes, la hardiesse qui s'en empare, et, quand il a fait quelques conquêtes précieuses sur ses rivaux, dans ses vastes magasins où se trouvent debout tant d'amours-propres faciles à émousser, l'éditeur doit tenir pour tous une balance exacte en apparence et prête à pencher pour chacun en particulier. » La librairie a bien changé mais le but du libraire est resté le même — « atteindre le lecteur, lui suggérer de devoir posséder un livre par tous les moyens connus et inédits, lui mettant sous les yeux à toutes les heures, à tous les endroits, sur sa porte, dans son journal, sur les murs, le nom d'un auteur, le titre d'un ouvrage » « Pour faire un bon éditeur, il [faut] réunir la science d'un diplomate, l'observation d'un moraliste, la philosophie d'un sage et le tact d'un homme du monde<sup>62</sup>. »

Ainsi la belle maison de Paul Ollendorff a-t-elle connu une période de franche réussite grâce à Georges Ohnet qui a donné envie à Guy de Maupassant de venir la rejoindre où Colette et Willy ont pu ensuite faire carrière avant que celle-ci, vendue au plus haut, au tournant du siècle, ait été en quelque sorte confiée à des administrateurs sans doute trop conventionnels, trop bureaucratiques, pour donner encore envie aux auteurs prometteurs de venir les rejoindre alors que de nouvelles marques apparaissent qui font davantage rêver, comme le Mercure de France dans le domaine de la grande littérature, ou Flammarion dans celui de l'édition commerciale. Si de toute évidence Paul Ollendorff a su faire mieux lui-même que Victor Havard, justifiant que Maupassant l'ait suivi sans réserve, ses successeurs à

---

<sup>59</sup> *Toute l'édition*, n° 241 et 242, septembre 1934.

<sup>60</sup> Voir Gabriel Astruc, *op. cit.*

<sup>61</sup> Interrogé par Paul Gsell pour son enquête, « La crise du livre en France », *Revue des revues*, 15 octobre et 1<sup>er</sup> novembre 1903, p. 155.

<sup>62</sup> Alfred Humblot, *L'Édition littéraire au XIXe siècle*, conférence faite le 3 mars 1911 à l'École des hautes études en sciences sociales, plaquette imprimée à Evreux par Hérissey, 1911, p. 20.

rebours n'ont su faire mieux qu'Albin Michel qui a fini par reprendre le beau fonds de l'ancienne maison de la rue de Richelieu. Il lui a manqué pour survivre d'avoir de vrais grands auteurs, en plus de Maupassant, pour espérer traverser les crises et s'imposer durablement. Elle a sans doute trop grandi dans les années 1880-1890 et la pléiade de cadres qui sont venus faire vivre l'entreprise avec le départ de Paul Ollendorff ont très probablement coûté trop cher à une structure qui a dû chercher des œuvres faciles, au goût du jour, pour vendre fort et payer les frais généraux. Elle a échoué dans cette mutation et s'est retrouvée trop lourde à gérer avec trop peu de réussites commerciales pour équilibrer les comptes. Trop peu inventive et curieuse dans le domaine des lettres nouvelles, dépassée dans le domaine commercial par Fayard et Flammarion, imprudemment engagée dans des opérations trop lourdes comme cette série des œuvres d'Hugo, trop timorée quand les textes ont été sulfureux tels ceux de Colette, la maison s'est retrouvée en défaut sur tous les plans face à des concurrents trop vifs, trop rusés ou trop entreprenants. Son règne n'aura été que de quelques années, entre la fin des triomphes de Michel Lévy et ceux d'une nouvelle édition littéraire excessivement douée sous la coupe des Gallimard et autres Grasset ou Denoël. Mais elle aura tout de même laissé aux bibliomanes de bien belles séries d'ouvrages illustrés de belles gravures sur bois où peu ou prou tous les auteurs intéressants des années 1880 aux années 1900 sont venus publier et à ce titre le souvenir de Paul Ollendorff mérite-t-il de ne pas disparaître des mémoires de tous ceux pour qui l'art du livre est resté précieux.